

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 17 Mai 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°126 ■

LA 18^{ÈME} ÉDITION DU SALON SIEE-POLLUTEC S'OUVRE À ALGER

La sécurité hydrique en débat

Avec la participation de 140 exposants nationales et étrangères venues de 14 pays, dont 98 sont des entreprises nationales, la 18^{ème} édition du Salon des équipements, des technologies et des services de l'eau «SIEE-Pollutec 2023» ouvre ses portes à la Safex (Alger). Inauguré par le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, ce salon est une occasion pour les acteurs du secteur de l'eau pour échanger et débattre sur la question de la sécurité hydrique.

P 3



CAMPAGNE MOISSON-
BATTAGE

Une production
de 4.000 qx de céréales
attendue à In Salah

P3

USINE DE FABRICATION DE LAIT
INFANTILE EN ALGÉRIE

Un accord signé
avec un partenaire
belge

P4

PÉTROLE

Le Brent en légère
baisse à moins
de 75 USD

P5

Depuis la levée
des restrictions liées au
Covid

**L'économie
chinoise peine
à se relancer**

P 11

CONSEIL DE LA NATION

**La loi monétaire et
bancaire adoptée**

Les membres du Conseil de la nation ont adopté mardi à l'unanimité le texte de loi monétaire et bancaire visant le renforcement de la gouvernance et des prérogatives de la Banque d'Algérie ainsi que la modernisation du système bancaire.

P 2

GPL

**Sonatrach décroche un
contrat en Chine**

La société nationale des hydrocarbures Sonatrach et la société chinoise Wanhua Chemical ont signé, hier mardi, un contrat à terme pour l'approvisionnement en GPL du complexe pétrochimique de Wanhua en Chine. Le contrat en question porte sur un approvisionnement régulier du marché asiatique en GPL algérien, marquant ainsi un tournant significatif pour les exportations algériennes de GPL, permettant également, l'introduction de la référence algérienne de prix des GPL sur le plus grand marché régional au monde.

P 2

RELANCE DE L'ÉCONOMIE
**Plaidoyer pour
l'implication de notre
diaspora**

En dépit de quelques réticences d'économistes algériens, qui soutiennent que notre diaspora ne contribue que bien peu aux transferts d'argent par rapport à celle de nos voisins immédiats, elle n'en reste pas moins une richesse inexploitée. C'est en soi l'avis de Karim Zeribi, qui a plaidé en faveur de la mise en place d'une passerelle reliant l'Algérie à sa diaspora à l'étranger.

P 5

GPL

Sonatrach décroche un contrat en Chine

La société nationale des hydrocarbures Sonatrach et la société chinoise Wanhua Chemical ont signé, hier mardi, un contrat à terme pour l'approvisionnement en GPL du complexe pétrochimique de Wanhua en Chine.

« Le contrat en question porte sur un approvisionnement régulier du marché asiatique en GPL algérien, marquant ainsi un tournant significatif pour les exportations algériennes de GPL, permettant également, l'introduction de la référence algérienne de prix des GPL sur le plus grand marché régional au monde », précise la Sonatrach dans un communiqué publié sur son site web.

« A travers cet accord, les deux compagnies confirment ainsi leur volonté d'établir une relation commerciale durable et fructueuse dans le domaine des GPL en particulier et de la pétrochimie en général », explique la même source.

R E.

CONSEIL DE LA NATION

La loi monétaire et bancaire adoptée

Les membres du Conseil de la nation ont adopté mardi à l'unanimité le texte de loi monétaire et bancaire visant le renforcement de la gouvernance et des prérogatives de la Banque d'Algérie ainsi que la modernisation du système bancaire.

Par Sirine R

Le texte de loi a été adopté lors d'une plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil en présence des ministres des finances, Laaziz Faïd, et des Relations avec le Parlement, Besma Azouar. A l'issue du vote, le ministre des Finances a mis en avant l'importance des dispositions contenues dans cette loi ainsi que les perspectives qu'elle ouvre en matière de développement et de diversification des produits bancaires en sus de l'accompagnement des mutations marquant le secteur bancaire et ce, dans le cadre de la mise en œuvre du programme du gouvernement relatif à la réforme financière.

Selon M. Faïd, cette loi tient compte de l'impact de l'évolution technologique sur le secteur bancaire notamment en ce qui concerne l'introduction de la monnaie numérique à la banque outre l'encadrement de la dématérialisation des transactions avec les établissements bancaires et les prestataires des services de paiement.

Dans son rapport complémentaire, la Commission des affaires économiques et finan-

cières a affirmé que la loi monétaire et bancaire intervenait dans le cadre du renforcement de la dynamique engagée par les pouvoirs publics en vue d'édifier une Algérie nouvelle basée sur l'économie de la connaissance, le numérique, la promotion de l'économie verte et l'utilisation massive des technologies modernes".

La Commission a appelé dans ses recommandations à la poursuite des efforts pour la promotion de la finance islamique tout en assurant la protection aux cadres dirigeants au niveau du secteur bancaire, appelant à assurer toutes les "conditions propices" pour la réussite de l'opération de lancement du Dinar numérique.

S'inscrivant dans le cadre des 54 engagements du Président de la République concernant les grandes réformes de la gouvernance financière en Algérie, le texte de loi porte sur plusieurs nouveautés majeures, dont le renforcement de la gouvernance de la Banque d'Algérie (BA), via plusieurs volets, notamment le retour au système de mandat pour l'exercice de la fonction de Gouverneur et des vice-gouverneurs de la BA.

Elles englobent aussi la création d'une com-

mission nationale chargée de mettre sur pied un projet de stratégie nationale de développement des moyens de paiement.

Outre l'élargissement des missions de la BA en matière de sécurité, de contrôle des systèmes de paiement pour englober la compensation, le règlement et les instruments financiers, le texte de loi élargira les prérogatives conférées au Conseil de la monnaie et du crédit (CMC) pour lui permettre d'accompagner les mutations de l'écosystème bancaire.

En matière de renforcement des mécanismes de suivi et de contrôle, le texte propose la création de nouveaux comités, notamment celui de la stabilité financière, lesquels seront chargés du contrôle macro-prudentiel et de la gestion des crises, dont la mission principale consiste à élaborer un rapport annuel à soumettre au Président de la République.

D'autre part, le nouveau texte consacre, à travers plusieurs dispositions, le développement du financement islamique et de la finance verte.

LOI SUR LES RÈGLES DE COMPTABILITÉ PUBLIQUE ET GESTION FINANCIÈRE

Introduire les normes comptables internationales

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, mardi à l'unanimité, la loi sur les règles de comptabilité publique et de gestion financière, un texte qui vise principalement à conférer davantage de transparence à la gestion pour un suivi optimal et plus efficace des finances publiques.

L'adoption de cette loi est intervenue lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence, du ministre des Finances, Laaziz Faïd et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

A l'issue du vote, M. Faïd a souligné que cette loi "vient remédier à des insuffisances majeures qui limitaient le rôle du système de comptabilité comme outil moderne de gestion des finances publiques", ajoutant qu'elle permettra "d'introduire les normes comptables internationales dans le système national afin d'améliorer la performance dans la maîtrise du prévisionnel comptable, de définir la responsabilité de chaque

intervenant dans le processus des entrées et des sorties d'argent, et de fournir des informations de qualité pour une meilleure gestion des dettes et de la trésorerie", a-t-il ajouté.

Dans son rapport complémentaire, la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation a expliqué que le texte de loi vise à améliorer l'efficacité dans la gestion de l'argent public à travers la bonne gouvernance, notamment en ce qui concerne la qualité des opérations d'élaboration du prévisionnel comptable et l'implication de tous les intervenants au processus des entrées et sorties d'argent.

La commission a appelé à accélérer la promulgation des textes d'application en vue de clarifier les procédures de comptabilité et des finances devant être suivies par les agents concernés par l'exécution du budget.

R E.

ALGER

10.000 logements seront distribués le 05 juillet prochain

Dix mille logements, toutes formules confondues, seront distribués à l'occasion du 61e anniversaire de la Fête de l'indépendance, le 05 juillet prochain.

Il s'agit dans le détail, selon l'annonce faite par le wali d'Alger, de 7.800 logements AADL, 1.500 logements promotionnels locatifs (LPL) et 602 logements sociaux participatifs (LSP).

Intervenant lundi, sur les ondes de la Radio nationale, Abdenour Rabhi a affirmé à ce propos que « le programme de logements LPL à Alger comprend près de 10.000 unités, dont les travaux de réalisation de 3.000 unités ont déjà été lancés et la réalisation de 5.000 autres ayant bénéficié d'assiettes foncières est en attente de lancement ».

Evoquant les préparatifs pour la saison estivale, le chef de l'exécutif de la capitale a fait état d'une batterie de mesures visant le succès de cette saison, en veillant « notamment à la propreté de l'environnement et à la restauration des sites archéologiques notamment à la Casbah outre le lancement des opérations d'aménagement au niveau des différents espaces de détente et de loisirs ».

Abdenour Rabhi d'autre part fait savoir que les projets programmés dans le cadre du « projet jaune » élaboré par la wilaya en vue de gérer les déplacements des personnes et des véhicules, étaient suscepti-

bles de traiter la question des embouteillages à travers l'élargissement du réseau routier et la modernisation de la gestion du trafic routier, outre la mise en place d'un « feu tricolore intelligent » tout en élargissant le réseau de transport collectif. Le nouveau plan de circulation dans la capitale comprend également de nouvelles pénétrantes qui sont au programme. Elles « permettront de raccorder plus rapidement certaines agglomérations à l'auto-route Est-Ouest ».

A citer entre autres, pour le tronçon Kouba-Djenane Sfari, ou encore celui devant relier le complexe olympique Mohamed-Boudiaf à Kheraïcia, un évitement qui permettra de ne pas passer par El

Achour et Draria.

Il s'agira aussi de l'élargissement de certaines routes, telles que celle reliant Staouéli à Sidi Fredj, Souidania-Chéraga-Zéralda Bouchaoui, et le dédoublement d'autres routes, comme la RN11 entre Sidi Fredj et Zéralda et la CW 111 entre Chéraga et Aïn Bénian.

Il est également question de supprimer défensivement les points noirs de congestion, à l'image de la RN41 entre Béni Messous et Chéraga, où 5 trémies seront implantées, dont 2 seront opérationnelles début juillet.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité « ANEP » ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28

Fax : (021) 73.95.59

(021) 73.99.19

LA 18^{ÈME} ÉDITION DU SALON SIEE-POLLUTEC S'OUVRE À ALGER

La sécurité hydrique en débat

Avec la participation de 140 exposants nationales et étrangères venues de 14 pays, dont 98 sont des entreprises nationales, la 18^{ème} édition du Salon des équipements, des technologies et des services de l'eau «SIEE-Pollutec 2023» ouvre ses portes à la Safex (Alger). Inauguré par le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, ce salon est une occasion pour les acteurs des secteurs de l'eau pour échanger et débattre sur la question de la sécurité hydrique.

Par Sirine R

L'Algérie fait face ces dernières années aux phénomènes de la sécheresse et baisse drastique de la pluviométrie. Une conjoncture qui impose la mise en place d'une nouvelle stratégie pour la gestion d'eau. Conscient de cette situation, le gouvernement a déjà adopté une nouvelle feuille de route à cet effet.

Outre la rationalisation de l'utilisation de cette ressource vitale, des décisions ont été prises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune pour la généralisation des stations de dessalements de l'eau de mer. Des investissements colossaux seront consentis pour la réalisation de nouvelles stations, mais qui sont vitales pour garantir la sécurité hydrique du pays, avant de passer à la sécurité alimentaire.

Actuellement, la gestion et l'exploitation de 12 stations de dessalement et 13 monoblocs réparties le long de la bande côtière, avec une capacité totale de dessalement avoisinant 2,2 millions de m³/jour, ce qui couvre environ 17% des besoins de l'eau potable à travers le pays.

L'objectif du ministère de l'Hydraulique est de passer à une couverture de 42% des besoins de la population en 2024, d'ailleurs, une nouvelle station réalisée à Corso (Boumerdes) entrera en service à la fin de juin 2023. Ce taux devrait augmenter significativement notamment avec la réception de cinq stations de



dessalement pour atteindre 60% en 2030.

Pour une durée de réalisation ne dépassant pas 25 mois, et d'une capacité de 300 000 m³/jour chacune, rappelle-t-on. Ces projets, lancés en 2022, sont implantés dans les wilayas de Tipaza (Fouka 2), Oran (Ras El Abiad), Bédjela (Toudja), Boumerdes (Cap Djinet) et El Tarf (Koudiet Eddraouch). Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a insisté hier sur le respect des délais de réalisation des projets AEP.

Il a instruit les responsables de l'entreprise Consider sur la réception des projets de réalisation de stations de dessalements et autres projets AEP dans les meilleurs délais.

Ainsi, le ministre a ordonné aux responsables des entreprises en charge de la distribution de l'eau (ADE, Seaal et Seor) sur une gestion ration-

nelle de l'eau notamment durant cette période d'été. « Ce salon est une occasion pour améliorer la qualité de service, en tirant profit de l'expertise des autres pays », dira-t-il. Le ministre a estimé que ce type de manifestation économique devrait contribuer à l'amélioration du service public en matière d'approvisionnement en eau potable, l'assainissement et l'irrigation agricole. De son côté, Ali Aoun, ministre de l'industrie, a appelé les opérateurs, lors de sa tournée dans les stands du salon, à redoubler leurs efforts pour asseoir une véritable dynamique industrielle.

L'Algérie compte, rappelle-t-on, près de 600 ouvrages de stockage, dont des barrages et des petites retenues d'eau, 13 systèmes de transfert des eaux, 25 stations de dessalement, systèmes d'épuration d'une capacité de traitement

d'un (1) milliard m³/an, et près de 280 000 forages. Plus qu'une plateforme de mise en relation, le salon SIEE Pollutec est aussi un lieu de partage d'information et de contenu au travers de conférences sur les thèmes phares du marché de l'Eau. Parmi les nombreux sujets abordés, ceux du dessalement de l'eau de mer, de l'Épuration et réutilisation des eaux usées, l'application de l'irrigation intelligente dans les grands périmètres irrigués et l'innovation dans le domaine d'eau seront abordés pendant l'évènement.

Cette année encore, indiquent les organisateurs, l'offre locale est très dynamique avec 60% de sociétés algériennes principalement des leaders du marché et attire de nombreuses entreprises internationales venant majoritairement d'Europe.

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE

Une production de 4.000 qx de céréales attendue à In Salah

Une production de 4.000 quintaux (qx) de céréales, toutes variétés confondues, est attendue dans la wilaya d'In Salah au terme de la campagne moisson-battage de la saison agricole 2022-2023, rapporte ce mardi la Radio nationale citant une direction locale des services agricoles (DSA).

Cette récolte prévisionnelle, sera réalisée sur une superficie de 200 hectares (ha) irriguée en 32 pivots, a indiqué le chef de service d'organisation de la production et du soutien technique (SOPAT) à la DSA, Abdelaziz Zenguila, signalant que la wilaya prévoit l'extension de la superficie dédiée à la céréaliculture pour atteindre 900 ha, à travers la promotion de l'investissement dans cette filière stratégique.

Une augmentation a été enregistrée en matière de surfaces consacrées à la culture des céréales sous pivots au titre de l'actuelle saison agricole, comparativement à l'an dernier où la wilaya d'In Salah a réalisé une récolte de plus de 1.100 qx sur 90 ha, a ajouté le même responsable.

Le coup d'envoi de la campagne moisson-battage, dont les moyens logistiques nécessaires ont été mobilisés, a été donné par les autorités locales au niveau d'une exploitation agricole privée dans la daïra d'In-Ghar (60 km à l'ouest d'In-Salah). Cette exploitation occupe une superficie totale de 50 ha dont 30 ha sont réservés à la culture de blé dur, selon les explications fournies à la délégation de la wilaya.

R E.

CAMPAGNE DE PÊCHE AU THON ROUGE

Octroi d'autorisations à 32 armateurs

Le ministre de la Pêche et des ressources halieutiques s'est réuni, hier mardi, avec les armateurs pour examiner les derniers préparatifs du lancement de la saison de la pêche du thon rouge en haute mer.

Une commission interministérielle a accordé, dernièrement pour le rappel, des autorisations à 32 opérateurs, intéressés par la participation à cette campagne, qui s'avère prometteuse. La part de chaque navire est déterminée suivant un cahier de charge précis. Deux thoniers, de fabrication locale, participeront à la campagne pour la deuxième année consécutive et un troisième entreprendra sa première sortie en mer.

D'autant que l'Algérie est parvenue à restituer son quota annuel attribué par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT). Sa quote-part est augmentée, cette année, de 1650 à 2023 tonnes.

ALGÉRIE-NIGÉRIA

La délégation du NIPSS visite des projets industriels et énergétiques à Oran

L'a délégation de l'Institut national des études politiques et stratégiques du Nigéria (NIPSS), qui séjourne depuis dimanche en Algérie, s'est rendue lundi soir à Oran où elle a visité différentes infrastructures et projets industriels et énergétiques, ainsi que des sites relevant du domaine de l'agriculture et de l'industrie pharmaceutique, des instituts de formation et des centres de recherche.

La délégation a visité notamment, le complexe Tosyali fer et acier, la société algéro-omanaise d'engrais et d'ammoniac (AOA), le complexe gazier d'Arzew et le Salon international de la synergie industrielle SISIO 2023, qui se tient dans la capitale de l'Ouest du pays.

Le complexe sidérurgique Tosyali fer et acier, sis à Bethioua, a été le premier point de cette visite où les responsables du complexe ont mis l'accent sur les efforts déployés pour satisfaire le marché algérien et augmenter les exportations vers l'étranger. Avec 4 millions de tonnes de produits sidérurgiques produites annuellement, les responsables de ce complexe espèrent

atteindre, à l'horizon de 2025, pas moins de 7 millions de tonnes/an, avec l'ouverture de la nouvelle usine d'acier plat d'une capacité de 3 millions de tonnes/an.

La délégation a également visité la société algéro-omanaise d'engrais et d'ammoniac (AOS), entrée en service en 2015, produisant annuellement 1,3 million de tonnes d'ammoniac et 2,4 millions de tonnes d'engrais, avant de se rendre au complexe gazier d'Arzew où elle a écouté les explications des ingénieurs du complexe, principalement en ce qui concerne les infrastructures de production et de transport.

La délégation nigérienne a aussi visité le Salon international de Synergie industrielle SISIO 2023, qui se déroule au Centre des conventions d'Oran (CCO) où plus de 20 exposants mettent en évidence leurs produits.

Mettant l'accent sur les potentialités que recèle l'Algérie dans ces secteurs, M. Aïg DD Gladanchi, membre de la délégation, a déclaré que les industries algériennes, énergétiques notamment, que la délégation nigérienne a pu voir sur le terrain, sont "dé-

veloppées et travaillent conformément aux normes internationales d'hygiène et de sécurité".

Les membres de la délégation nigérienne, qui ont souligné avoir été "éblouis par le développement de l'industrie algérienne", ont affirmé que des visites similaires pourront "renforcer davantage les relations algéro-nigériennes qui sont déjà assez bonnes".

Dans ce cadre, Pr Shela Idiyandjou, membre de cette délégation, a indiqué que l'Algérie dispose de "très importantes potentialités industrielles, énergétiques, environnementales et touristiques".

Cette visite est la deuxième du genre d'une délégation de haut niveau de l'Institut d'études politiques et stratégiques au Nigéria, après une première en 2021. Elle constitue une opportunité d'échange de vues et d'expériences entre la délégation nigérienne et les responsables et experts algériens, et s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre les deux pays, marquée par d'importants projets initiés conjointement.

ALGÉRIE/CAMEROUN Signature d'un accord-cadre de coopération dans le domaine des transports et de la météorologie

Le ministre des Transports, Youcef Cherfa, a signé lundi à Alger avec son homologue camerounais, Jean Ernest Masséna, un accord-cadre de coopération dans le domaine des transports et de la météorologie, visant à établir un cadre de coopération entre les deux pays, en particulier dans les segments recherche, échange de connaissances et formation.

Cherfa, qui a reçu en audience le ministre camerounais avant la signature de l'accord-cadre, a indiqué que ce dernier intervient deux ans après la signature d'un accord entre les deux pays pour l'ouverture d'une ligne aérienne entre l'Algérie et le Cameroun et pour faire de l'Aéroport international Houari Boumediene d'Alger un hub reliant les aéroports camerounais à ceux de l'Europe.

De son côté, le ministre camerounais, qui conduit une importante délégation, a déclaré que sa visite en Algérie "est la matérialisation d'un vœu de nos deux chefs d'Etat, qui ont souhaité que la coopération qui existe depuis les années 70 entre les deux pays soit renforcée".

"Cette coopération a connu des évolutions au bout des années pour voir un début de concrétisation lors d'une signature en 2021 d'un accord aérien", a-t-il relevé, soulignant que sa visite "vient renforcer cette coopération dans tous les secteurs des Transports (aérien, maritime, ferroviaire et routiers)". M. Masséna, qui s'est dit "satisfait" de la signature de cet accord-cadre, a noté que la particularité de ce dernier "est d'appuyer la coopération par la météorologie nationale". Selon le document signé, consulté par l'APS, cet accord-cadre vise à "établir un cadre de coopération entre les deux parties dans le domaine des transports et de la météorologie, sur la base de l'égalité, de l'intérêt mutuel et dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur dans les deux pays, ainsi que de la supervision de la coopération entre les institutions des deux parties dans leurs domaines respectifs".

Parmi les domaines de coopération de cet accord-cadre figurent la mise en place d'un cadre juridique pouvant renforcer les échanges entre les deux pays, notamment dans les domaines des transports aérien et maritime et l'encouragement de l'établissement d'une coopération entre les instituts de recherche et de formation dans le domaine des transports et de la météorologie. L'accord comprend également la formation des étudiants et l'encadrement des formateurs dans le domaine des transports et de la météorologie et l'échange d'expériences et d'expertises entre les structures de régulation et de supervision dans les secteurs des transports des deux pays, notamment dans les domaines aérien et maritime.

Le document prévoit aussi la réalisation de missions ou séjours d'experts dans les deux pays, ainsi que l'organisation de stages de formation au profit des étudiants et stagiaires, et aussi l'échange de connaissances dans le domaine des transports et la météorologie.

Au cours de sa visite en Algérie, la délégation ministérielle camerounaise effectuera des visites dans plusieurs institutions relevant du secteur, notamment le pôle de maintenance et ses divers ateliers appartenant à Air Algérie, ainsi que l'Office national de la météorologie.

USINE DE FABRICATION DE LAIT INFANTILE EN ALGÉRIE Un accord signé avec un partenaire belge

Un protocole d'accord a été signé, lundi soir à Alger, entre la société algérienne "Achir" spécialisée dans la fabrication de lait et dérivés et la société belge "Ninolac international SA", avec pour objet, la fabrication de la première usine de fabrication de lait pour nourrissons et de farine infantile en Algérie.

Par S T/Agence

Le document a été signé par le Directeur général de la société algérienne "Achir", Mohamed Cherfaoui et le directeur des ventes de la société belge "Ninolac international", Gilles Crahay en présence du ministre de l'Industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun et du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula. En vertu du présent accord, il sera procédé

à la création d'une unité industrielle dans la commune d'Ain Boucif (Médéa), équipée en matériels logistiques "de pointe", en collaboration avec des partenaires européens, en vue de conditionner le lait pour nourrissons et la farine infantile, selon les explications fournies lors de la cérémonie de la signature.

Ce projet permettra d'assurer un "bon" taux d'intégration de ce produit vital et un transfert technologique dans cette spécialité dans la majeure partie des chaînes de production, selon les responsables du projet qui se veut, selon eux, "un saut qualitatif" dans le

domaine de l'industrie agroalimentaire, en ce sens qu'il apportera un bénéfice et des effets positifs sur l'approvisionnement du marché national.

Il est à noter que l'Algérie importe à 100% ses besoins en cette matière des pays européens. Selon le Directeur général du développement industriel et de la compétitivité industrielle au ministère de l'Industrie, Ahmed Zayed Salem, les besoins actuels du marché national en lait infantile sont estimés à 300 millions de litres par an.

ALGÉRIE/PORTUGAL

Consolider les relations bilatérales dans l'investissement et le commerce

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a reçu, lundi à Alger, le ministre portugais de l'Economie et de la Mer, Antonio Costa Silva, avec lequel il a abordé essentiellement les perspectives de consolidation des relations économiques bilatérales, notamment dans le domaine de l'investissement et du commerce, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur du Portugal en Algérie, Luis de Albuquerque Veloso, M. Zitouni et le ministre portugais ont passé en revue « l'état des relations économiques et commerciales et les perspectives de leur développement et de leur consolidation, notamment à la faveur des nouvelles incitations et des nouveaux avantages qu'offre la nouvelle loi sur l'investissement pour les

investisseurs étrangers, ce qui permettra de consolider la dynamique commerciale entre les deux pays », lit-on dans le communiqué. A cette occasion, le ministre du Commerce a mis en avant "la nécessité d'intensifier les efforts, en vue d'édifier des partenariats basés sur le principe gagnant-gagnant et encourager davantage d'investissements communs dans les secteurs vitaux, comme les industries agroali-

mentaires et manufacturières".

De son côté, le ministre portugais de l'Economie et de la Mer a affirmé que "l'Algérie est un partenaire économique important pour le Portugal", ajoutant que son pays œuvrera à activer les voies et moyens de la coopération et du partenariat avec l'Algérie", conclut le communiqué.

R E.

AIR ALGÉRIE-MAURITANIA AIRLINES

Signature d'un mémorandum d'entente pour la coopération dans plusieurs domaines

La compagnie publique de transport aérien Air Algérie et la compagnie Mauritania Airlines ont signé, lundi à Alger, un mémorandum d'entente portant sur la coopération dans les domaines de la maintenance technique, la formation, le catering et le commercial. Ce mémorandum d'entente a été signé par le directeur général d'Air Algérie, Yacine Benslimane, et le président directeur général de Mauritania Airlines, Mohamed Khalifa Ould Biyah, en présence du ministre des Transports, Youcef Cherfa, et des cadres des deux compagnies. A l'issue de la signature, M. Benslimane, a indiqué que ce mémorandum d'entente vise "le renforcement de la coopération entre les deux compagnies dans les domaines de la maintenance des avions, de la formation mais aussi dans l'approvisionnement et dans tous les domaines de coopération commerciale".

Le DG d'Air Algérie a précisé, à ce titre, que "le pôle de maintenance d'Air Algérie se chargera de réaliser la maintenance des appareils de Mauritania Airlines". La signature de ce mémorandum d'entente "sera sui-



vie par la signature de contrats entre les deux compagnies dans le cadre de la coopération bilatérale entre les deux entreprises et entre les deux pays", a-t-il avancé. Pour sa part, M. Ould Biyah a estimé, que la signature de ce mémorandum entre dans le cadre "de la vision commune des chefs d'Etat des deux pays, relative à la nécessité de renforcer leurs relations fraternelles au service de leurs peuples".

La signature de ce mémorandum intervient, "suite à l'initiative du DG d'Air Algérie de nous inviter à venir vi-

siter les infrastructures de sa compagnie et de constater de visu les opportunités prometteuses de coopération entre les deux compagnies", a-t-il précisé.

Il a affirmé sa détermination à renforcer les relations entre les deux compagnies et les soutenir dans différents domaines, notamment la maintenance des avions et des moteurs, ou encore de la formation, notamment celle des pilotes, domaine dans lequel "Air Algérie dispose d'un grand potentiel".

Il a fait savoir, en outre, qu'il œuvrera "dans un proche

avenir à renforcer les relations commerciales afin de garantir la complémentarité des réseaux des deux compagnies et renforcer leurs aspects commerciaux".

Le P-DG de Mauritania Airlines et les membres de la délégation qui l'accompagnent ont visité, dimanche, le pôle de maintenance d'Air Algérie et le simulateur de vol du pavillon national, ainsi que la Direction de nettoyage et services des avions et la filiale de catering, où il ont reçu des explications de la part des responsables de ses infrastructures.

RELANCE DE L'ÉCONOMIE

Plaidoyer pour l'implication de notre diaspora

En dépit de quelques réticences d'économistes algériens, qui soutiennent que notre diaspora ne contribue que bien peu aux transferts d'argent par rapport à celle de nos voisins immédiats, elle n'en reste pas moins une richesse inexploitée. C'est en soi l'avis de Karim Zeribi, qui a plaidé en faveur de la mise en place d'une passerelle reliant l'Algérie à sa diaspora à l'étranger.

Par Réda Hadi

Karim Zeribi consultant presse, personnalité politique et médiatique en France, qui s'exprimait hier, lors de son passage hier sur les ondes de la radio nationale, a mis en avant l'importance d'intégrer la diaspora dans le développement du pays, expliquant dans ce sens que cette diaspora peut y contribuer fortement.

Pour ce consultant rompu aux techniques de l'économie, ayant été conseiller régional en France et patron d'une entreprise, a affirmé à nos confrères que les potentialités et la volonté de l'Algérie d'aujourd'hui dépassent le niveau régional.

« Je suis toujours très surpris, en tant que Français d'origine algérienne, et fier de mes deux appartenances, de constater que quelques élites gardent encore comme référence le modèle occidental (...) Un modèle qui, dans le contexte géopolitique actuel, se trouve en perdition, voire en décadence ».

Dans son analyse « lucide », dit-il, de l'évolution des contextes politico-économiques, un nouveau monde est en train de prendre forme sous

nos yeux dans lequel, l'Algérie en même temps que le continent africain, est appelée à innover et inventer un nouveau modèle. Dans la création de ce nouveau modèle, l'ex-député européen souligne que l'Algérie doit s'appuyer sur l'ensemble de ses potentialités dont sa diaspora partout dans le monde. Celle-ci, qui paradoxalement se trouve souvent la moins médiatisée dans les pays d'accueil, recèle des capacités extraordinaires et offre des modèles de réussite fabuleux toujours prêts à apporter un plus à l'Algérie.

Il souligne plus loin qu'au regard « des réformes engagées par le président de République (...) la diaspora a pris note des signes positifs envoyés par l'Algérie et est disposée à participer à son rayonnement ».

« Nous avons des femmes et des hommes qui ont acquis de l'expérience dans différents domaines. Dans le secteur de la santé par exemple, 30% des effectifs en France sont d'origine étrangère dont la majorité est algérienne », précise-t-il en citant des noms tels que le docteur Hakim Benamer, chef de service de cardiologie à l'hôpital Foch à Suresnes, et président des cardiologues en France (...)

D'autres sont des chefs d'entreprises fabuleuses qui créent des emplois et des richesses, qui innovent, ils sont des centaines prêts à venir, à entreprendre et à investir dans une approche gagnant-gagnant », ajoute l'ex-conseiller municipal d'Avignon, puis à Marseille.

Allant plus dans le détail, l'ex-président du Conseil d'administration de la Régie des transports de la Métropole (RTM), précise que « l'Algérie est belle dans sa diversité (...) Sur le plan touristique, elle est juste exceptionnelle ». Cependant, « il ne faut pas y pratiquer un tourisme de masse, mais plutôt un écotourisme de haut niveau », suggère-t-il.

Cette position Karim Zeribi, l'a souvent exprimé dans différents médias et particulièrement français, car pour lui, le rôle de la diaspora dans le développement socioéconomique de l'Algérie, est important.

Dans une chronique sur CNews, une chaîne d'information en continu, celui-ci d'est interrogé s'est interrogé sur les contributions que pourrait apporter la diaspora au pays natal. Les transferts de fonds, l'investissement via un fonds dédié, la main-d'œuvre qualifiée, l'expertise pluridisciplinaire et la par-

ticipation au développement institutionnel sont autant de chantiers qui peuvent mobiliser les compétences algériennes à l'étranger.

Selon lui, un grand nombre de ressortissants algériens à l'étranger ont la forte volonté d'investir dans divers secteurs. L'idée est que les centaines de milliers d'Algériens qui vivent à l'étranger constituent un élément supplémentaire, et d'importance, dans la longue liste des atouts de l'Algérie pour assurer son développement est une évidence que personne ne peut contester.

Le constat est simple, l'avenir de notre pays passe aussi par la mobilisation de toutes ses ressources humaines et il aurait tort de se priver de ce que peut lui apporter ses ressortissants installés à l'étranger. Savoir-faire, capitaux, projets économiques ou sociaux, œuvres artistiques, relais d'influence politique, économique ou culturelle, voilà autant de contributions potentielles qui ne peuvent être négligées dans un siècle où la compétition entre nations ne cesse d'aller en s'acharnant.

POUR RECONSTITUER LEURS RÉSERVES STRATÉGIQUES

Les États-Unis recherchent 3 millions de barils

Le gouvernement américain a lancé lundi un appel d'offres portant sur l'achat de volumes pouvant aller jusqu'à trois millions de barils de pétrole brut. Après presque deux ans à pomper dans ses réserves stratégiques - ponctionnant 40% de leur total - l'exécutif souhaite les reconstituer. Un processus compliqué qui mettra plusieurs années pour retrouver son plein niveau.

Washington recherche jusqu'à trois millions de barils de pétrole brut. C'est ce qu'a fait savoir le gouvernement américain lundi 15 mai. Les offres sont à déposer jusqu'à fin mai et l'acquisition doit être finalisée mi-juin, a indiqué le département américain de l'Énergie (DOE), dans un communiqué. Les livraisons sont quant à elles prévues pour le mois d'août. Cette annonce intervient moins d'une semaine après celle de la secrétaire américaine à l'Énergie, Jennifer Granholm, qui avait fait part de l'intention des États-Unis de commencer à reconstituer leurs réserves stratégiques (SPR) de pétrole à l'été.

En octobre déjà, le président avait indiqué que les États-Unis achèteraient du brut sur le marché si les cours tombaient dans une fourchette comprise entre 67 et 72 dollars. Le cours du baril de pétrole WTI, la référence américaine, est passé sous la barre symbolique des 70 dollars au début du mois de mai, son plus bas niveau depuis mi-décembre 2021. Il évoluait ce mardi autour des 71 dollars.

Il est d'autant plus nécessaire pour les États-Unis de reconstituer leurs réserves stratégiques que le gouvernement a ponctionné, entre septembre 2021 et janvier

2023, quelque 250 millions de barils sur ces réserves, soit 40% du total, pour tenter de soulager les cours de l'or noir. Si bien qu'elles affichent actuellement leur plus faible niveau depuis près de 40 ans (octobre 1983).

Mais le gouvernement de Joe Biden a décidé en décembre dernier d'arrêter de pomper dans ces réserves qui sont entreposées dans d'immenses cavernes de sel au Texas et en Louisiane. Il s'est même depuis engagé à les reconstituer et avait lancé un premier appel d'offres pour trois millions de barils, qui n'a jamais abouti.

Et pour cause, fin mars, Jennifer Granholm avait signalé qu'il allait être « difficile » d'entamer ce processus dès cette année, du fait de la nécessité de réaliser des travaux de maintenance de plusieurs sites. Autre problème : le ministère américain de l'Énergie est tenu par une loi ancienne votée au Congrès en 2015 de re-

mettre en vente 26 millions de barils supplémentaires tirés des réserves stratégiques entre avril et juin.

« Nous en aurons terminé en juin et, à cette date, nous nous mettrons en marche et chercherons à acheter » du brut sur le marché, a finalement expliqué la secrétaire à l'Énergie la semaine dernière, lors d'une audition devant la sous-commission de la Chambre des représentants dédiée à l'Énergie, au climat et à la sécurité des réseaux de transport d'électricité. « Nous espérons pouvoir tirer avantage » du reflux des cours du pétrole, observé cette année, après la flambée de l'an dernier, a ajouté la ministre.

Reste que cela prendra du temps comme le soulignait déjà Jennifer Granholm en mars. « Cela prendra quelques années, parce que remplir prend plus longtemps que pomper », avait-elle expliqué.

Agence

PÉTROLE

Le Brent en légère baisse à moins de 75 USD

Le pétrole évolue en légère baisse mardi 16 mai, la lenteur de la reprise en Chine et l'incertitude concernant l'économie mondiale pesant sur les cours du brut.

Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, perdait dans la matinée 0,70%, à 74,70 USD. Son équi-

valent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, abandonnait 0,72%, à 70,60 USD.

Selon des analystes, la publication dans la nuit de données économiques décevantes en provenance de Chine a mis un terme à la hausse générée par les informations selon lesquelles les

États-Unis prévoient de remplir leurs réserves stratégiques. Les États-Unis envisagent en effet d'acheter du pétrole sur le marché pour reconstituer leurs réserves stratégiques dès cet été, avait indiqué jeudi 11 mai la secrétaire américaine à l'Énergie, Jennifer Granholm, lors d'une audition parlementaire. La

hausse s'est toutefois essouffée. La Chine a publié mardi 16 mai des indicateurs économiques moins bons qu'attendus pour avril, sur fond de demande encore faible, signe d'une reprise saccadée depuis la levée en décembre des restrictions strictes contre le COVID-19.

OOREDOO -ALGÉRIE
POSTE

Signature d'un accord de partenariat

Le directeur général d'Algérie Poste, Louay Zaidi, et le directeur général par intérim de l'opérateur mobile Ooredoo, Rony Tohme, ont signé une convention cadre et de partenariat, au siège de la Direction Générale d'Algérie Poste.

Cet accord comprend un ensemble de nouveaux services numériques pratiques et sécurisés, facilement accessibles aux clients.

Louay Zaidi a déclaré que « ce partenariat conclu ce jour avec notre fidèle partenaire Ooredoo s'inscrit dans la mise en œuvre de directives des pouvoirs publics visant à moderniser et favoriser l'inclusion financière par la digitalisation de l'ensemble de nos offres et opérations financières ».

Ce partenariat « traduit notre volonté de proposer aux utilisateurs de nos services sur l'ensemble du territoire national des offres complètes et globales qui s'inscrivent dans l'ère de la digitalisation, notamment en ce qui concerne le développement de l'usage des moyens de paiement électroniques », a-t-il ajouté.

Il a également déclaré : « Aujourd'hui, nous sommes heureux d'enrichir nos services avec une gamme de solutions numériques modernes, pratiques et sécurisées. Notre partenariat avec Ooredoo nous permet de développer l'innovation et de connecter nos appareils à Internet, facilitant ainsi le quotidien du citoyen algérien », ajoute la même source.

De son côté, Rony Tohme a déclaré que « ce partenariat avec Algérie Poste confirme notre contribution continue au développement du secteur numérique en Algérie. Il permettra d'élever l'expérience de nos clients à des niveaux supérieurs, sur l'ensemble du territoire national ». Il a affirmé qu'« à travers cet accord, Ooredoo s'engage à mettre son expertise technologique à la disposition d'Algérie Poste, afin de contribuer à accélérer et diffuser l'utilisation des nouvelles solutions numériques avec des moyens de paiement modernes tels que le paiement électronique et le paiement mobile ».

R.E.

ZONE INDUSTRIELLE
D'AÏN SAYD
À ANNABA

L'électricité et Le Gaz Arrivent

Les efforts du wali d'Annaba, Berrimi Djamel Eddine, permettront à 140 investisseurs de démarrer leurs usines après avoir été raccordés hier, à l'électricité et au gaz naturel.

Après de longues années d'attente, les usines étaient à l'arrêt, entraînant d'énormes pertes pour leurs propriétaires. Les groupes électrogènes, qui consomment d'importantes quantités de gasoil, seront désormais remisés pour certains et ne seront utilisés qu'en cas de panne. Le directeur de la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), Abdelkader Aboudi, a précisé que les travaux avaient commencé à partir de la wilaya d'El Tarf en novembre 2022. C'est à partir de Dréan que la nouvelle ligne électrifiée, d'une longueur d'environ 62 kilomètres, alimente désormais la zone industrielle d'Aïn Sayd, située dans la commune d'Aïn Berda, au sud-ouest de la ville d'Annaba. Cette énergie est indispensable au bon fonctionnement de la zone industrielle. Le raccordement a nécessité un investissement de 43 milliards de centimes. Les opérateurs économiques se sont montrés satisfaits, car ils ont constaté que le wali avait tenu sa promesse, ce qui leur permettra de démarrer leur production sans dépendre des générateurs électriques. Cette zone industrielle sera une source de grands profits pour la communauté, ainsi que pour ses acteurs.

EL-MÉNIAÂ/TOURISME SAHARIEN

Plus de 22.400 touristes ont afflué cette saison vers la région

Pas moins de 22.478 touristes, nationaux et étrangers, ont convergé, au titre de la saison touristique saharienne (2022-2023), vers la wilaya d'El-Méniaâ, a-t-on appris lundi de la direction du Tourisme et de l'Artisanat (DTA).

Ce flux, soit 21.782 touristes nationaux et 696 étrangers qui ont rallié la région au titre de l'actuelle saison touristique, clôturée avril dernier, est le fruit des facilités accordées par les pouvoirs publics aux touristes, notamment étrangers, en termes d'obtention du visa, a indiqué le directeur du secteur, Smail Lebssir. A ces mesures vient se greffer la disponibilité des capacités d'accueil consistant notamment en trois structures hôtelières, sept (7) dortoirs, une auberge de jeunes, soit une ca-

pacité d'accueil global de près de 734 lits. La wilaya d'El-Méniaâ offre également d'importantes potentialités touristiques naturelles et archéologiques et diverses destinations, dont le vieux Ksar, le musée public national, l'ancienne église, ouverts à la satisfaction des touristes qui mettent à profit leurs séjours pour apprécier le coucher de soleil sur les berges du lac "Sebkhet El-Mellah", classée sur la liste Ramsar, lieu de prédilection des oiseaux migrateurs et sédentaires. Les touristes ayant séjourné dans la région

ont également profité du programme mis au point en leur honneur consistant en l'organisation de randonnées et de soirées artistiques en plein air, agrémentées d'un menu culinaire traditionnel servi par des associations touristiques locales, a fait savoir M. Lebssir.

La wilaya d'El-Méniaâ compte trois agences touristiques, deux autres annexes d'agences chargées de l'organisation de séjours, ainsi que des ateliers recensant près de 1.148 artisans versés dans les différents segments, selon les données de la DTA.

BLIDA

Hausse de la superficie céréalière à plus de 3 300 ha

La culture des céréales, en développement à Blida, occupe actuellement une superficie de plus de 3.300 hectares (ha) contre 2855 précédemment, a-t-on appris auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA). « La culture céréalière est concentrée dans la partie Ouest de la wilaya, notamment dans les communes d'El Afroun, Mouzaia, et Ain Romana, outre certaines communes de la partie Nord, dont Boufarik et Chebli », a indiqué à l'APS Hadjira Bel-

gherbi, ingénieur d'Etat au service Appui technique et Organisation de la production à la DSA. En dépit de l'augmentation de la superficie céréalière, les services de la DSA prévoient une « baisse de la production » comparativement à la campagne écoulée, ayant pour cause le « stress hydrique qui a négativement affecté la filière, vu que les céréaliculteurs ne possèdent pas de puits pour l'irrigation agricole », a-t-elle déploré. Mme Belgherbi a expliqué l'absence de sources pour l'irrigation des cultures

céréalières, précisant que contrairement à la filière arboricole, la « nature de la filière céréalière qui ne nécessite pas une irrigation régulière se suffit, sauf situation climatique exceptionnelle, des apports pluviaux enregistrés généralement de la mi-mars à la mi-avril ». À noter que face aux changements climatiques et au manque de précipitations, l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID) a mobilisé deux millions de M3 d'eau pour l'irrigation agricole, au profit de chacune des wilayas

de Blida et de Tipasa, a fait savoir la même responsable. Interrogée sur l'impact des pluies, enregistrées actuellement dans la wilaya, sur la production des céréales, Mme. Belgherbi a souligné qu'il est « impossible, pour l'heure, d'avancer des prévisions dans ce sens et qu'il faudra attendre la fin du mois en cours pour se prononcer ». « Ces pluies ont notamment profité aux surfaces cultivées tardivement », a-t-elle, néanmoins, précisé.

MILA / TRAFIC DE MÉTAUX NON FERREUX

Saisie De Plus De Huit Quintaux

Un homme répondant au initiales B. Y. a été arrêté, tout récemment, par les gendarmes de Télaghma et déferé par-devant le procureur de Chelghoum Laid.

Il est impliqué dans une affaire de trafic de câbles de cuivre et d'aluminium volés. Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale a indiqué hier, que ses éléments de la brigade de Télaghma ont arrêté un quarantenaire et récupéré plus de huit quintaux de câbles de cuivre et d'aluminium volés sur les réseaux électriques de la région.

Agissant sur information faisant état d'un camion qui transportait, en violation de la loi, une quantité de débris de cuivre et d'aluminium, les gendarmes ont dépêché une ronde motorisée à l'endroit indiqué. Ils ont établi un point de contrôle routier à

l'entrée de la commune de Télaghma. Le poids lourds objet de l'information a été intercepté à ce point de contrôle. Après la vérification administrative des documents du conducteur et la fouille légale du chargement du véhicule, les gendarmes ont découvert une masse de câbles de cuivre et d'aluminium parmi la cargaison de déchets de plastique transportée. Notre source affirme qu'il a été établi que les câbles de cuivre et d'aluminium proviennent des réseaux électriques de haute tension de la région. En outre, le camionneur ne possède ni registre du commerce, ni aucun autre document l'autorisant à transporter de telles matières. Après parachèvement de la procédure judiciaire, le mis en cause a été remis à la justice. Quant à son véhicule, il a été placé à la fourrière, indique-t-on de même source.

SALON DES PRODUITS DU TERROIR À TIZI OUZOU

Coup d'envoi demain de la première édition

La 1ère édition du Salon national des produits du terroir se tiendra à Tizi-Ouzou du 17 au 21 mai, a-t-on appris des organisateurs de cette manifestation.

Le Salon qui se tiendra au niveau de la placette de l'olivier (en face la bougie), a la sortie Ouest de la ville des Genêts sera consacré, particulièrement, aux produits de l'apiculture, de l'oliveraie et de la fromagerie. « L'objectif de ce Salon, qui sera aussi une exposition vente de produits, est de permettre la rencontre entre producteurs et consommateurs et proposer, en même temps, ces produits à des prix abordables », a soutenu Massinissa Didi, responsable de l'entreprise organisatrice. Il a expliqué que « le choix de ces segments de produits, plutôt que d'autres, est dicté, notamment,



par les pertes enregistrées par la wilaya lors des incendies de l'été 2021". Pour l'heure, une trentaine (30) de participants de six (6) wilayas du pays sont déjà re-

çusés et les inscriptions sont toujours en cours, a-t-on souligné de même source. La manifestation qui s'étalera sur 3 jours est organisée en col-

laboration avec la direction locale des services agricoles (DSA), l'Assemblée populaire de wilaya (APW) et la wilaya de Tizi-Ouzou.

LORS DE SA VISITE D'ÉTAT EN CHINE

Le président du Brésil critique l'hégémonie du dollar

La présidente de la Nouvelle banque de développement (NDB), Dilma Rousseff, a reçu le président de la République du Brésil Luiz Inácio Lula da Silva pour sa cérémonie de prise de fonction à la tête de la banque. C'était la première manifestation inscrite à l'agenda officiel du président lors de sa visite d'État en Chine.

Lula et Rousseff ont tenu une réunion à huis clos avec les directeurs de l'institution financière avant de procéder à la cérémonie. Première à prendre la parole, Mme Rousseff, qui fait partie des fondateurs de la banque des BRICS, a évoqué la nécessité d'accroître la capacité de l'institution.

« Il est fondamental d'étendre la portée et l'impact de la banque. D'une part, nous avons augmenté le nombre de pays membres, renforçant ainsi notre plateforme de coopération. D'autre part, nous finançons des projets de développement clés. Depuis l'assainissement jusqu'aux infrastructures dans le secteur social et le numérique », a déclaré Mme Rousseff.

La Nouvelle banque de développement a été créée en 2014 lors de la sixième conférence des BRICS à Fortaleza et dispose d'un capital initial autorisé de 100 milliards de dollars (environ 490 milliards de réals brésiliens).

En octobre 2022, la banque a annoncé que sur une période de cinq ans, elle prêterait 30 milliards de dollars pour soutenir la croissance globale et les projets de développement durable des pays qu'elle finance.

40 % de ces prêts sont destinés à des projets d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Les autres secteurs importants concernés par ces prêts concernent les énergies propres, les infrastructures de transport, le développement urbain, la gestion des ressources en eau et l'assainissement, sans oublier les infrastructures dans le secteur social et le numérique. Environ 30 % des prêts seront accordés dans les monnaies des pays membres.

Le président Lula a prononcé un discours de 15 minutes dans lequel il a déclaré : « La Nouvelle banque de développement remplit toutes les conditions pour devenir la grande banque du Sud global. Pour la première fois, une banque de développement d'envergure mondiale est créée sans qu'il y ait participation des pays développés dans sa phase initiale. Libérée, donc, du carcan des conditions imposées par les institutions traditionnelles vis-à-vis des économies émergentes. Et qui plus est : avec la possibilité de financer des projets en monnaie locale. »

Après avoir donné lecture de son discours, Lula a enlevé ses lunettes et s'est adressé à l'auditoire pendant 15 minutes supplémentaires, cette fois sans notes. Le président a déclaré que la banque était née du dialogue qu'il avait eu avec les présidents de la Russie, de la Chine, de l'Inde et de l'Afrique du Sud avant les réunions du G7, auxquelles les présidents des économies émergentes étaient invités. Dans ce contexte, Lula a été acclamé lorsqu'il a critiqué l'hégémonie du dollar dans l'économie mondiale et le rôle des institutions financières internationales dirigées par le Nord global.

« Une banque de développement doit avoir



plusieurs fonctions, et non une seule. Tous les soirs, je me demande pourquoi tous les pays sont-ils obligés d'adosser leurs échanges au dollar. Pourquoi ne pouvons-nous pas commercer en utilisant notre propre monnaie ? Un président ne peut pas gouverner avec le couteau sous la gorge, » a-t-il défendu, en faisant référence aux conditions imposées par des institutions comme le Fonds monétaire international (FMI).

Qu'attendre de cette visite d'État ?

Lula s'est rendu en Chine avec une importante délégation composée de 19 députés fédéraux, sept sénateurs – dont le président du Sénat, Rodrigo Pacheco – cinq gouverneurs et sept ministres, dont Fernando Haddad, ministre des finances, Marina Silva, ministre de l'environnement, et Paulo Teixeira, ministre du développement agricole et de l'agriculture paysanne. La délégation comprend également des représentants des centrales syndicales et du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST).

L'une des membres de la commission était la députée fédérale Jandira Feghali, du Parti communiste du Brésil (PCdoB), qui, dans un entretien avec Brasil de Fato, a déclaré que ce voyage était fondamental pour les objectifs de réindustrialisation du pays.

« Il est nécessaire que le Brésil élabore un projet de développement national, qu'il renforce son industrialisation et qu'il crée de l'emploi. Le Brésil ne peut donc pas se dispenser de mener de grandes négociations et de conclure des accords avec un pays comme la Chine, qui est à la pointe dans les domaines de l'innovation, de la science et de la technologie », a déclaré la députée.

Après la réunion au siège de la Nouvelle banque de développement, Lula et une partie

de sa délégation se sont rendus au centre d'innovation de Huawei à Shanghai. Parmi les personnes présentes, le gouverneur de Bahia, Jerônimo Rodrigues, du Parti des travailleurs du Brésil (PT), qui se trouve en Chine depuis la fin du mois de mars, alors que la visite d'État avait due être annulée en raison d'une légère pneumonie du président.

La semaine dernière, le gouverneur a signé un protocole d'accord avec l'entreprise afin de développer les accords entre l'État et le géant technologique dans des domaines allant de l'éducation à la sécurité publique.

Lula a également rencontré des dirigeants de BYD, le fabricant de voitures électriques qui a dépassé Tesla en termes de ventes l'année dernière, et de China Communications Construction Company (CCCC), un géant des infrastructures appartenant à l'État chinois. Le vendredi 14 avril, Lula et son équipe ministérielle rencontreront Zhang Zhigang, le président de l'entreprise publique d'énergie State Grid, qui fait partie des entreprises susceptibles de participer aux principaux accords qui seront signés.

Le programme se poursuit par une rencontre avec le président de l'Assemblée nationale populaire de Chine, Zhao Leji, au Grand palais de l'Assemblée du peuple, et une cérémonie de dépôt de fleurs au monument aux Héros du peuple sur la place Tiananmen, la place de la Paix céleste.

Dans l'après-midi, avant la rencontre prévue avec son homologue Xi Jinping, Lula rencontrera des représentants de la Fédération des syndicats de Chine et le Premier ministre chinois Li Qiang.

Source : Peoples Dispatch, Mauro Ramos, 13-04-2023

Traduit par le site : Les-Crises.fr

MAROC

Tractafic Motors, via sa filiale Sdama, se lance sur le marché des mini-camions avec Karry

Tractafic Motors, spécialiste de la distribution automobile en Afrique, introduit au Maroc, via sa filiale Sdama, une nouvelle gamme de véhicules utilitaires légers : la marque Karry.

Fabriquée par le constructeur Chery, cette gamme utilitaire propose des véhicules adaptés aux besoins des professionnels de la route, notamment pour le transport de marchandises et de fruits et légumes, avec une grande capacité de charge, de solides performances, une utilisation économique et un bon confort intérieur.

L'offre de Sdama inclut à ce jour deux modèles : le KARRY YOKI Q22B et le KARRY YOKI Q22D, avec pour le second une offre de châssis long unique sur le marché.

La gamme est distribuée via le réseau de distribution de Sdama dans neuf points de vente : Casa-blanca, Rabat, Marrakech, Agadir, Tanger, Meknès, El Jadida, Safi, Errachidia. Tractafic Motors Filiale du groupe Optorg (www.optorg.com), Tractafic Motors (www.tractafictmc.com) se positionne comme le premier réseau de distribution automobile indépendant en Afrique.

Le groupe assure la représentation d'une dizaine de marques internationales via un réseau de filiales en propre et de représentants agréés couvrant la moitié du continent africain. Il offre ainsi aux professionnels comme aux particuliers un large choix de véhicules (voitures, camions, bus) ainsi qu'un service complet. Sa filiale Sdama Motors est notamment distributrice de la gamme Isuzu au Maroc.

TUNISIE

L'UE lance un fond d'appui de 19,5 millions \$ pour soutenir la production de céréales

En Tunisie, les filières céréalières traversent une mauvaise passe. Alors que les perspectives de production du secteur sont fortement réduites par la persistance de la sécheresse, la hausse des prix des intrants fait en plus grimper les coûts de production.

En Tunisie, l'Union européenne (UE) vient de mettre en place un fonds de soutien de 18 millions d'euros (19,5 millions \$) destinés à aider les petits exploitants agricoles en atténuant les coûts de production de céréales et en améliorant leur résilience au changement climatique.

Selon les informations relayées par l'Agence Tunis Afrique presse (TAP), l'initiative sera mise en œuvre à travers trois collecteurs de céréales mandatés par l'Office des céréales (OC) avec la collaboration de l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS). Il s'agit notamment de la société privée Comptoir Multiservices Agricoles (CMA), leader de la collecte des céréales de consommation en Tunisie, la Société Mutuelle Centrale de Semences (COSEM) et la Société de Semences Sélectionnées (SOSEM).

Dans un premier temps, 800 000 euros (869 000 \$) seront mis à la disposition des trois entreprises afin de réduire de 28 % le montant de la facture des intrants agricoles achetés à crédit auprès d'elles par en-



viron 1 000 petites exploitations agricoles au cours de la saison 2022/2023.

Les autres interventions porteront notamment sur le financement et la promotion de l'adoption de pratiques et techniques culturales résilientes aux changements climatiques au profit des agriculteurs.

Plus largement, ce nouveau mécanisme de soutien aux différentes filières céréalières

s'inscrit dans le cadre du programme d'aide au développement de l'UE intitulé « Appui au développement durable du secteur agricole et de la pêche artisanale en Tunisie » (ADAPT) mis en œuvre sur une période de 8 ans entre 2020 et 2028 pour un coût total de 70 millions d'euros (76,1 millions \$).

MAURITANIE

Formation d'opérateurs de la filière commercialisation du bétail dans le Sahel

Les travaux d'un atelier de formation de deux jours pour des opérateurs de la filière commercialisation du bétail dans la région du Sahel et en Afrique de l'Ouest, ont débuté ce lundi à Nouakchott.

Cet atelier, organisé par la coordination régionale du projet d'appui au système pastoral au Sahel, vise à former les participants sur le guide actualisé de lutte contre les conflits entre agriculteurs et éleveurs et commerçants transhumants de bétail dans la région du Sahel.

Dans une allocution qu'il a prononcée à l'ouverture de l'atelier, le conseiller technique du ministre de l'Agriculture, chargé de la commission mixte perma-

nente de lutte contre les effets de la sécheresse au Sahel « Sils », M. Mohamed Ould Ahmed Bennane, a passé en revue les démarches entreprises par l'État mauritanien en matière de transparence et de lutte contre la corruption en ratifiant les conventions et traités internationaux, arabes et africains pertinents dans ce domaine. De même a-t-il indiqué, l'État a créé une Inspection générale de l'État, développé et dynamisé le Comité national des droits de l'Homme et formé une équipe parlementaire chargée de la transparence et de la lutte contre la corruption.

Il a rappelé que la deuxième phase du projet régional d'appui

au système pastoral au Sahel est mise en œuvre depuis janvier 2022 et s'étend sur six ans, précisant que cette phase est considérée comme un prolongement de la Déclaration de Nouakchott sur le développement pastoral approuvée le 29 octobre 2013. Il a ajouté que cette déclaration appelle à sécuriser les moyens de subsistance et de production de la population pastorale en vue d'atteindre une production nette pour les activités pastorales d'au moins 30% au niveau des six États membres.

La phase actuelle du projet vise, a-t-il dit, à améliorer les capacités des organisations pastorales nationales et régionales dans le domaine de l'application stricte

des textes en vue de faciliter la commercialisation au niveau des grandes zones de commercialisation du bétail, notamment le Niger, le Nigeria, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal, en plus du Tchad et du Nigeria, faisant observer que dans ces espaces, les comportements irresponsables contre les commerçants du bétail sont répandus.

L'atelier sera émaillé par des présentations théoriques qui abordent cette problématique à la lumière du guide pratique actualisé aux fins de formuler des propositions pratiques leur permettant de bénéficier de facilités lors de la transhumance du bétail entre les marchés de l'espace sahélien

LA DEUXIÈME, EN MOINS DE QUATRE MOIS

Le ministre italien de l'Intérieur attendu à Tunis pour une visite

Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Piantedosi, est attendu à Tunis pour une visite, la deuxième en moins de quatre mois. En janvier, il est venu en Tunisie dernier en compagnie du vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, Antonio Tajani, annonce, lundi, l'agence Nova.

L'agence italienne qui annonce la nouvelle souligne que la mission arrive alors que la Tunisie est toujours aux prises avec une crise économique profonde et risque le défaut de paiement. « C'est avant tout un problème pour l'Italie, le pays



européen le plus proche de la côte tunisienne, mais aussi pour l'Union européenne qui,

après la Libye, risque de trouver à sa porte un autre État défaillant », précise-t-on de

même source.

Matteo Piantedosi a eu le mois dernier un entretien téléphonique avec le ministre de l'Intérieur, Kamel Feki, au cours duquel il a exprimé de vives inquiétudes concernant le nombre croissant de migrants irréguliers arrivant sur les côtes italiennes au cours du premier trimestre de cette année.

Les médias italiens relèvent que Matteo Piantedosi arrive seul en Tunisie et non avec ses homologues de France et d'Allemagne comme cela avait été annoncé il y a quelques mois au siège de l'Union européenne.

DANS LA CHAÎNE DE VALEUR DES BATTERIES ET DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Comment l'Afrique peut se positionner

La Banque mondiale souligne qu'en Afrique subsaharienne, l'extrême pauvreté se concentre essentiellement dans des pays riches en ressources naturelles.

Réduite au rôle d'exportateur de minerais bruts, l'Afrique ne capterait que 55 milliards de dollars sur un marché global estimé à 8800 milliards d'ici 2025. Mais une stratégie axée sur l'encouragement de la production locale de batteries et de véhicules électriques pourrait lui permettre d'engranger beaucoup plus de valeur ajoutée.

L'Afrique pourrait renforcer son rôle dans la chaîne de valeur des batteries et des véhicules électriques en adoptant une stratégie axée sur l'encourageant la production locale et le recyclage de batteries, au lieu de continuer à se limiter à l'exportation des minerais bruts, a souligné la Banque africaine de développement (BAD) un rapport publié le 26 avril dernier. Intitulé « Strengthening Africa's role in the battery and electric vehicle value chain », le rapport précise que la produc-

tion de minerais nécessaires à la transition énergétique tels que le graphite, le lithium, le nickel et le cobalt pourrait augmenter de près de 500 % d'ici 2050 pour répondre à la demande croissante de technologies énergétiques propres. Plus de 3 milliards de tonnes de minerais et de métaux stratégiques seront nécessaires pour déployer l'énergie éolienne, solaire et géothermique ainsi que le stockage de l'énergie dans le cadre des efforts visant à limiter le réchauffement de la planète à 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle. La décarbonation de l'économie mondiale recèle d'énormes opportunités pour l'Afrique, qui détient des parts importantes des réserves mondiales de minerais essentielles à la fabrication des batteries et des véhicules électriques, comme le cobalt (52,4 %), la bauxite, l'aluminium (24,7 %), le graphite (21,2 %), le manganèse (46 %) et le vanadium (16 %), selon les données

de l'Institut américain d'études géologiques (USGS).

De nombreux défis à surmonter

En ce qui concerne le cobalt en particulier, la RD Congo est bien placée pour occuper une position de leader dans l'industrie de la transition énergétique et pour en tirer des avantages économiques significatifs, car ce pays accapare 70 % de la production et plus de 51 % des réserves mondiales de cet or bleu (3,6 millions de tonnes métriques).

Le rapport indique cependant que l'Afrique reste jusqu'ici au plus bas niveau de la chaîne de valeur des batteries et des véhicules électriques, estimée à 8800 milliards de dollars d'ici 2025. Sur ce montant faramineux, le continent, dont le rôle se limite à l'exportation des minerais, ne devrait capter que 55 milliards de dollars d'ici 2025.

POUR ÉTENDRE SES OPÉRATIONS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La plateforme de financement M-Kopa lève 255 millions \$

La start-up, qui revendique l'octroi d'un milliard de dollars de crédits à environ 3 millions de clients non bancarisés, s'appête à s'implanter en Afrique du Sud et à étendre ses activités au financement de l'acquisition des motos électriques.

La plateforme kényane de financement M-Kopa a bouclé une levée de fonds de 255 millions de dollars sous forme de capitaux propres et de prêts pour financer l'expansion de ses opérations en Afrique subsaharienne, a rapporté Reuters ce lundi 15 mai. La banque sud-africaine Standard Bank a arrangé et participé à la levée de 200 millions de dollars sous forme d'instruments de dette alors que la multinationale japonaise Sumitomo Corporation, qui avait déjà pris une participation de 5 millions de dollars dans M-Kopa en 2018, a injecté 36,5 millions de dollars supplémentaires dans la start-up sous forme de capitaux propres.

La société d'investissement britannique Lightrock, la Société financière internationale (SFI), la banque d'investissement spécialisée dans les marchés frontières Lion Head's Group et l'institution britannique de financement du développement British International Investment ont également participé à cette levée de fonds, selon The Financial Times.

Fondée en 2011, M-Kopa a entamé ses opérations au Kenya avant d'étendre ses activités à l'Ouganda, à la Tanzanie, au Nigeria et au Ghana. A ce jour, la start-up revendique l'octroi de près d'un milliard de dollars de crédits à environ 3 millions de clients non bancarisés pour financer l'achat de produits tels que les smartphones, les systèmes d'énergie solaire hors réseaux et les contrats d'assurance santé.

TANZANIE

Le coût du terminal GNL piloté par Shell et Equinor a été réévalué à 42 milliards \$

À l'arrêt pendant plusieurs années sous l'administration de l'ex-président John Magufuli, le projet du terminal GNL situé dans la ville portuaire de Lindi a été réactivé par la présidente Samia Suluhu Hassan. Son coût avait été initialement estimé à 30 milliards de dollars.

Le coût du terminal de production et d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL), que les géants gaziers Shell et Equinor envisagent de construire en Tanzanie en association avec d'autres sociétés, a été réévalué à 42 milliards de dollars, a rapporté le site d'information The East African, citant un responsable au ministère tanzanien de l'Énergie.

« De nombreuses analyses sont en cours. L'analyse technique la plus récente montre que le forage offshore et les gazoducs porteront le coût du projet à 42 milliards de dollars », a révélé le secrétaire permanent au ministère tanzanien de l'Énergie, Felchesmi Jossen Mramba, en marge de la 10e conférence et exposition sur le pétrole en Afrique de l'Est (EAPCE 2023) tenue dans la capitale ougandaise, Kampala. A l'arrêt pendant plusieurs années sous l'administration de l'ex-président John Magufuli, le projet de ce terminal GNL situé dans la ville portuaire de Lindi, dans le sud-est du pays, a été réactivé par la présidente Samia Suluhu Hassan (photo). Son coût avait été initialement estimé à 30 milliards de dollars.

Le ministre tanzanien de l'Énergie, January Makamba, avait

déclaré en mars dernier que les négociations relatives au projet étaient terminées, indiquant que la signature de l'accord avec le gouvernement hôte (Host Government Agreement/HGA) et un autre accord sur le regroupement des blocs 1, 2 et 4 devraient avoir lieu dans les mois à venir.

La compagnie britannique Shell exploite les blocs 1 et 4, tandis que la société norvégienne Equinor exploite le bloc 2. Les groupes BG, Ophir Energy, Exxon Mobil, Pavilion Energy et Tanzania Petroleum Development Corporation sont également engagés dans le projet.

Dans une note d'analyse publiée en octobre 2022, la banque sud-africaine Standard Bank avait estimé que le terminal GNL pourrait ajouter entre 7 et 15 milliards de dollars par an au PIB de ce pays d'Afrique de l'Est.

Standard Bank a utilisé des modélisations basées sur les évolutions attendues des prix du GNL pour estimer l'impact du projet sur le PIB de la Tanzanie, qui s'est élevé à près de 68 milliards de dollars en 2021. La banque a également fait remarquer que le projet pourrait permettre à la Tanzanie d'accroître sensiblement l'utilisation domestique du gaz naturel, tout en recommandant au gouvernement de « créer les conditions commerciales, fiscales et juridiques appropriées pour permettre le développement du projet ».

POUR BÉNÉFICIER D'UN PROGRAMME D'AIDE DU FMI

L'Éthiopie doit obtenir des assurances de financement de ses créanciers

Bien qu'elle n'ait pas fait défaut sur le paiement de sa dette, l'Éthiopie a demandé, début 2021, une restructuration de sa dette extérieure au titre du Cadre commun du G20. Mais les négociations ont patiné, en raison notamment du conflit qui a éclaté dans la région du Tigré.

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, le 11 mai, que l'approbation d'un nouveau programme d'aide en faveur de l'Éthiopie nécessite l'obtention par ce pays de la corne de l'Afrique de garanties de financement de la part de ses créanciers.

« Tout accord sur un nouveau programme entre le FMI et l'Éthiopie nécessiterait des engagements clairs de la part des partenaires de développement et des garanties de financement de la part des créanciers au titre du cadre commun du G20 », a déclaré la porte-parole de l'institution, Julie Kozack, lors d'une conférence de presse tenue à New York. « Le Fonds salue les progrès accomplis dans le rétablissement d'une paix durable dans



ce pays ainsi que le programme de réformes économiques mis en place par les autorités », a-t-elle ajouté. L'Éthiopie, dont l'économie a été rudement affectée par le conflit qui a éclaté en novembre 2020 entre le gouvernement central et des groupes rebelles dans la région du Tigré, a officiellement demandé l'assistance du FMI pour financer la recons-

truction de ses infrastructures et renforcer ses réserves de change. Une équipe d'experts du Fonds a déjà entamé, fin mars dernier, des discussions avec les autorités éthiopiennes sur un nouveau programme d'aide. La Banque mondiale et le FMI avaient suspendu en 2021 leur aide à l'Éthiopie après la publication de rapports de l'ONU faisant état de violations

des droits de l'homme et de crimes de guerre dans la région du Tigré.

Les rebelles tigréens et le gouvernement central ont cependant signé, en novembre 2022, un accord de paix qui prévoit notamment le désarmement des forces rebelles, le rétablissement de l'autorité fédérale au Tigré et la réouverture des accès à cette région plongée dans une situation humanitaire catastrophique.

La mise en œuvre de cet accord est jusqu'ici sur la bonne voie comme en atteste le retrait du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) de la liste des organisations terroristes et la mise en place d'un gouvernement civil de transition dans cette région située dans le nord du pays. Même si elle n'a pas fait jusqu'ici défaut sur le paiement de sa dette, l'Éthiopie avait demandé, début 2021, une restructuration de la dette extérieure du pays au titre du Cadre commun du G20. Mais les progrès du processus d'allègement de la dette ont été très lents, en raison notamment du conflit au Tigré.

DEPUIS LA LEVÉE DES RESTRICTIONS LIÉES AU COVID

L'économie chinoise peine à se relancer

Candidat à sa réélection, le président américain estime qu'il existe encore une possibilité de parvenir à un accord avec les républicains pour relever le plafond de la dette, et ce, afin d'éviter le défaut de paiement. Selon le Congrès, ce dernier pourrait intervenir dès le mois prochain. L'administration Biden estime que les conséquences d'un défaut de paiement seraient dévastatrices pour les Etats-Unis.

La Chine a publié des indicateurs économiques moins bons qu'attendus pour avril. Les ventes de détail, la production industrielle et l'investissement en capital fixe s'affichent tous en hausse, mais moins forte qu'attendu. La demande est encore faible dans le pays, signe que la reprise est saccadée depuis la levée en décembre 2022 des strictes restrictions sanitaires contre le Covid.

Malgré la levée des restrictions mises en place par rapport à la crise sanitaire, l'économie chinoise a du mal à repartir depuis la fin de l'année 2022. Le Bureau national des statistiques (BNS) a publié ce mardi différents indicateurs pour le mois d'avril. Or, ils se révèlent en effet tous décevants. À commencer par les ventes de détail, principal indicateur de la consommation des ménages. Si elles ont bien augmenté sur un an, de 18,4%, ce niveau se révèle en dessous de la prévision moyenne d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg (21,9%).

Les clients font pourtant leur retour dans les centres commerciaux et les restaurants ces derniers mois, comme le montrait déjà au début du mois la publication de l'indice des directeurs d'achat (PMI). Mais cette reprise est prudente puisqu'elle n'a tou-

jours pas retrouvé ses niveaux d'avant Covid.

Une croissance ralentie

Cette faiblesse de la demande intérieure a lieu alors que l'inflation se situe à un très bas niveau en Chine, à seulement 0,1% en avril sur un an. Cela n'est pas sans conséquence, au contraire, puisqu'elle ralentit la reprise économique du pays. La Chine maintient néanmoins son objectif de croissance de son Produit intérieur brut (PIB) de 5% cette année. Ce qui serait l'un des plus faibles depuis des décennies pour la première puissance asiatique.

Le gouvernement a pourtant averti qu'il ne sera « pas facile » à atteindre. Reste que, pour l'économiste Zhiwei Zhang, du cabinet Pinpoint Asset Management, cet objectif a été défini « à un niveau bas, ce qui laisse une marge de manœuvre au gouvernement ».

Des indicateurs moins élevés qu'attendu

D'autres indicateurs publiés ce mardi par le BNS se révèlent décevants. La production industrielle a ainsi progressé de 5,6% en avril après +3,9% en mars. Les usines retrouvent progressivement leur pleine capacité après l'abandon des règles anti-Covid. En revanche, les analystes

interrogés par Bloomberg s'attendaient à une hausse bien plus marquée (10,9%). Il s'agit néanmoins de sa plus importante hausse depuis septembre 2022, bien qu'elle soit à relativiser compte tenu de la contraction de l'activité enregistrée en avril 2022 en raison du confinement de la ville de Shanghai, important pôle commercial.

Pour sa part, l'investissement en capital fixe s'est affiché en hausse de 4,7% sur un an sur les quatre premiers mois de l'année. Il s'agit d'un indicateur des dépenses consacrées à l'immobilier, aux infrastructures, aux équipements ou encore aux machines, des secteurs sur lesquels le gouvernement s'est appuyé pour stimuler l'activité. Une bonne nouvelle à relativiser puisque c'est sous les 5,7% attendus. Enfin, concernant le taux de chômage, calculé pour les seules zones urbaines, il a légèrement baissé en avril pour s'établir à 5,2% (-0,1 point par rapport à mars). Mais le taux de chômage des jeunes Chinois, âgés de 16 à 24 ans, a atteint un niveau record de 20% en avril. Cela s'explique notamment par le fait que le secteur des services peine à absorber les millions de migrants ruraux qui affluent vers les villes.

ALLEMAGNE

Le moral des investisseurs

dans le rouge en mai

Le moral des investisseurs allemands est passé en territoire négatif en mai, subissant sa troisième chute consécutive à cause des hausses de taux menées par la BCE et des craintes de récession en Allemagne, selon le baromètre mensuel de l'institut ZEW publié mardi. Cet indicateur du climat économique a perdu 14,8 points par rapport à avril, à -10,7 points. Il passe dans le rouge pour la première fois en cinq mois. Cet affaiblissement est encore plus significatif que ne le prévoyait le consensus d'analystes interrogé par Factset, qui tablait sur un ZEW à un niveau de -5 points. Il est en partie dû aux « anticipations de nouvelles hausses des taux d'intérêt par la Banque centrale européenne (BCE) », commente Achim Wambach, président de ZEW, cité dans un communiqué.

La BCE a relevé au total de 3,75 points de pourcentage ses taux depuis juillet de l'année dernière, freinant la consommation. Et face à l'inflation toujours élevée, le mouvement devrait se poursuivre dans les prochains mois. Par ailleurs, les investisseurs interrogés « anticipent une aggravation de la situation économique déjà défavorable au cours des six prochains mois », explique Achim Wambach. La composante du baromètre mesurant la confiance dans la situation actuelle baisse elle aussi de 2,3 points sur un mois, atteignant -34,8 points. Les investisseurs ont toujours la crainte que l'économie allemande sombre dans une récession, « quoique légère », assure le président de ZEW. Une récession technique est définie par deux trimestres consécutifs de recul de l'activité.

Le PIB allemand a stagné au premier trimestre par rapport au quatrième trimestre 2022, après avoir reculé de -0,5% d'octobre à décembre. « L'optimisme de croissance depuis le début de l'année s'évapore » analyse Carsten Brzeski, expert chez ING direct. « Cela ne signifie pas que l'économie allemande subira une récession les deux prochaines années, mais que la croissance restera au mieux modérée et que la tendance à la stagnation se poursuivra », ajoute-t-il. Le gouvernement allemand, lui, table sur une croissance de 0,4% sur l'ensemble de l'année 2023.

FILIÈRE NUCLÉAIRE

L'Europe prévoit de recruter 450 000 salariés

Les seize pays réunit dans l'Alliance du Nucléaire sur l'égide de la France ce mardi à Paris ont chiffré les besoins de la filière.

Une réunion au sommet s'est tenue ce mardi matin à Paris pour les 16 pays européens de l'Alliance du nucléaire. Créée à l'initiative de la France, portée par Agnès Pannier-Runacher, la ministre de la transition énergétique, l'Alliance vise à mettre en commun les savoir-faire des pays de l'Union ayant opté pour l'atome, auxquels s'ajoute le Royaume-Uni. Mise en commun des compétences mais aussi, évaluation des besoins. L'industrie nucléaire européenne prévoit de créer dans l'Union Européenne, d'ici à 2050, 300 000 nouveaux emplois directs, indirects et induits. En tenant compte des départs à la retraite, le secteur de l'énergie nucléaire recruterait plus de 450 000 salariés dans l'Union au cours des 30 prochaines années, dont plus de 200 000 personnes hautement qualifiées. « Le secteur nucléaire européen prévoit une augmentation de la contribution de l'industrie nucléaire au PIB de 92 milliards d'euros supplémentaires [1,5 % à 2 % de l'économie de l'UE] et un excédent commercial de 33 milliards d'euros dans l'Union », ajoutent les ministres, dans leur déclaration

commune. Ce calcul prend en compte le maintien d'une capacité de production 100 gigawatts d'ici à 2050, et à une réduction substantielle des importations d'énergie fossile.

Développement des petits réacteurs nucléaires

Les ministres ont discuté de l'impact positif de l'énergie nucléaire sur l'économie européenne : ils considèrent que « l'énergie nucléaire pourrait fournir jusqu'à 150 gigawatts (GW) de capacité électrique d'ici 2050 à l'Union européenne (contre environ 100 GW aujourd'hui). Cela représente l'équivalent de 30 à 45 nouveaux grands réacteurs et petits réacteurs modulaires (SMR) dans l'UE ». Ces nouveaux projets permettraient également de maintenir la part actuelle de 25 % de l'énergie nucléaire dans la production d'électricité de l'UE.

Dans cet esprit, le Royaume-Uni augmente également ses projets de déploiement du nucléaire civil pour atteindre 24 GW d'ici 2050 (environ 25 % de sa demande d'électricité prévue), et dispose de programmes ambitieux pour de nouveaux grands réacteurs et des réacteurs nucléaires avancés (y compris des petits réacteurs modulaires).

ZONE EURO

La croissance du PIB confirmée à 0,1% au 1er trimestre

L'économie de la zone euro a progressé de 0,1% au premier trimestre par rapport aux trois mois précédents, confirment les données publiées mardi par Eurostat. Par rapport aux trois premiers mois de 2022, le produit inté-

rieur brut (PIB) des 20 pays utilisant la monnaie unique a augmenté de 1,3%, conformément à la première estimation publiée le 28 avril.

Les économistes interrogés par Reuters prévoient en moyenne une confirmation des

chiffres initiaux.

Parallèlement, Eurostat a annoncé que l'emploi dans la zone euro avait progressé de 0,6% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent et de 1,7% sur un an.

ENERGIE RENOUVELABLE

Feu vert en Suède pour deux parcs éoliens en mer

Le gouvernement suédois a annoncé mardi avoir autorisé la construction de deux parcs éoliens en mer, rassemblant une centaine de turbines au large de la côte ouest du pays, soulignant que cela ne signifiait pas l'abandon du nucléaire. Une fois finis, dans sept à 10 ans, les deux parcs devraient produire 6,5 térawatt-heures (TWh), a estimé Stockholm.

Deux permis ont été attribués: l'un à l'entreprise publique suédoise Vattenfall pour le parc «Kattegatt Syd», avec 80

turbines, et l'autre à l'entreprise d'énergie renouvelable OX2 pour le parc «Galene», avec 21 turbines. « Ces deux parcs en mer sont à peu près équivalents à une centrale nucléaire de taille normale », a déclaré le Premier ministre Ulf Kristersson, lors d'une conférence de presse. « L'énergie nucléaire fera partie de la politique énergétique suédoise à long terme ».

Le chef du gouvernement a également souligné que l'énergie nucléaire faisait également partie de la stratégie du gou-

vernement visant à accroître la production suédoise d'« énergie sans fossile », notant que le Parlement était sur le point de modifier son objectif de 100% d'énergie « renouvelable » en 100% d'énergie « sans fossile ». « Pour la première fois en 43 ans, l'énergie nucléaire fera partie de la politique énergétique suédoise à long terme », a dit M. Kristersson.

En 1980, le royaume scandinave avait voté, lors d'un référendum non contraignant, en faveur de l'abandon progressif du nucléaire. Depuis lors, la Suède a

fermé six de ses douze réacteurs et les réacteurs restants, installés dans trois centrales nucléaires, produisent environ 30% de l'électricité utilisée dans le pays aujourd'hui. Mais la Suède, dont près de la moitié de la production d'électricité vient de sources hydrauliques, a du mal à trouver des sources d'énergie alternatives viables pour remplacer l'énergie nucléaire, les énergies renouvelables n'étant pas encore en mesure de répondre entièrement à ses besoins.

ETATS-UNIS

Le dollar recule un peu, le marché surveille le plafond de la dette américaine

Le dollar reculait légèrement mardi pour la deuxième séance consécutive face à l'euro dans un marché attentiste avant de nouvelles négociations sur le plafond de la dette américaine. Vers 09H30 GMT (11H30 à Paris), le billet vert cédait 0,23% à 1,0899 dollar pour un euro, s'éloignant encore un peu de son plus haut en un mois atteint vendredi à 1,0848 dollar.

De nouvelles négociations entre la Maison blanche et l'opposition républicaine, qui contrôle le Congrès, doivent avoir lieu mardi. Le président Joe Biden s'est dit dimanche «optimiste» sur un accord qui éviterait un défaut de paiement de l'Etat américain. «Le risque d'un défaut de paiement reste au coeur des préoccupations des participants du marché», commente Carol Kong, analyste chez CBA.

Mais pour le marché des changes, une inconnue s'ajoute sur la manière dont le dollar réagirait à une absence d'accord. «Est-ce que le dollar profiterait de son statut de valeur refuge ou est-ce que le risque de défaut va finir par dominer et pousser la devise à se déprécier?», se demande You-Na Park-Heger, analyste chez Commerzbank.

Par ailleurs, la livre turque continuait de s'affaiblir mardi (-0,19% à 19,71 livres pour un dollar), alors que le président sortant, Recep Tayyip Erdogan, est en position de force pour le second tour de la présidentielle. Face à une inflation hors de contrôle en Turquie, le président insiste que des taux bas sont le meilleur remède, une stratégie peu orthodoxe qui a participé à l'effondrement de la livre, qui a perdu près de 80% de sa valeur face au dollar sur les cinq dernières années.

POINT MARCHÉS

Prudence sur les actions après des indicateurs mitigés

Wall Street est attendue en légère baisse mardi et les Bourses européennes évoluent sur de faibles variations à mi-séance, la prudence dominant globalement après des indicateurs chinois inférieurs aux attentes et des statistiques mitigées en Europe.

Les futures sur indices new-yorkais signalent une ouverture de Wall Street en baisse de 0,26% pour le Dow Jones, de 0,14% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,06% pour le Nasdaq alors que l'incertitude demeure sur le plafond de la dette avant une nouvelle réunion à 19h00 GMT entre démocrates et républicains à la Maison blanche.

À Paris, le CAC 40 est inchangé à 7.418,08 vers 11h40 GMT. À Francfort, le Dax prend 0,11% et à Londres, le FTSE grappille 0,04%.

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 recule de 0,03%, l'EuroStoxx 50 de la zone euro avance de 0,1%. Le Stoxx 600 perd 0,08%, dans une fourchette étroite de fluctuations, pénalisée essentiellement par l'automobile (-0,83%) et les ressources de base (-0,43%) en réaction aux nouvelles en provenance de la Chine. Les données officielles publiées mardi montrent que la production industrielle (+5,6% sur un an) et les ventes au détail (+18,4%) en Chine ont accéléré en avril mais de manière moins importante qu'anticipé.

En Allemagne, le moral des investisseurs allemands s'est dégradé nettement plus que prévu en mai (-10,7 après 4,1 en avril), selon l'enquête de l'institut d'études économiques ZEW. En zone euro, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,1% au premier trimestre par rapport aux trois mois précédents, selon les données définitives d'Eurostat, malgré la remontée rapide

des taux d'intérêt. Une enquête Reuters prévoit une nouvelle hausse d'un quart de point des taux de la BCE en juin et en juillet.

Aux Etats-Unis, les investisseurs attendent à 12h30 GMT l'indicateur mensuel des ventes au détail et à 13h15 GMT celui de la production industrielle, deux statistiques qui pourraient fournir de nouveaux éléments sur les perspectives de l'économie américaine alors que plusieurs responsables de la Fed doivent s'exprimer cette semaine.

LES VALEURS À SUIVRE À WALL STREET

Home Depot reculait de 4,4% en avant-Bourse après l'abaissement de sa prévision de ventes et de bénéfice annuels, en raison d'un ralentissement de la demande dans un contexte d'inflation élevée. Dans son sillage, les distributeurs Walmart, Target, Macy's et Lowe's cédaient de 1% à 3,3%.

L'action Horizon Therapeutics plongeait de 18% en avant-Bourse, la Federal Trade Commission (FTC) étant en passe de bloquer le rachat du groupe par Amgen AMGEN, selon une source.

VALEURS EN EUROPE

A Paris, Bouygues (-2,64%) accuse la plus forte baisse du CAC 40 après ses résultats trimestriels qui ne suffisent pas à convaincre les investisseurs, l'essentiel de la croissance résultant de l'intégration d'Equans. Sur le SBF 120, Faurecia (+4,93%) est en tête, profitant

d'une recommandation à "l'achat" de Goldman Sachs. A Londres, Vodafone plonge de 5,40%, l'opérateur télécoms anticipant un fort repli de son flux de trésorerie cette année, une annonce qui prend le pas sur le plan de suppression de 11.000 postes sur trois ans. A Milan, son concurrent Telecom Italia cède 1,42% en raison des incertitudes quant à une offre des différents prétendants sur le réseau fixe de l'opérateur. Ailleurs en Europe, Philips est dans le vert à Amsterdam, le groupe assurant que 95% de ses respirateurs présentent des risques limités pour la santé, tandis qu'à Stockholm, le développeur de jeu vidéo Embracer Group chute de 16,03% après un abaissement de sa prévision d'Ebit ajusté pour l'ensemble de l'année.

TAUX

Les rendements des emprunts d'Etat en zone euro oscillent dans une fourchette étroite mardi, les investisseurs cherchant l'équilibre entre une inflation persistante dans le bloc monétaire et la perspective d'une pause imminente sur les taux de la Réserve fédérale américaine.

Le taux du Bund allemand à dix ans cède environ quatre points de base à 2,274% après un gain de 4,5 points la veille et un pic depuis juillet 2011 de 2,77% touché début mars.

Le rendement des Treasuries à dix ans perd 4,2 points à 3,4794% mais celui à un mois a bondi de 24 points, atteignant un nouveau record à 5,837%, et celui à deux

mois de 15 points, à 5,068%, en raison des incertitudes sur le plafond de la dette américaine. La secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, devrait déclarer ce mardi à un groupe de banquiers à Washington que l'impasse sur le mur de la dette a déjà des conséquences désastreuses pour l'économie américaine, car elle fait grimper les coûts d'emprunt et alourdit le fardeau de la dette du pays, selon des déclarations préparées en vue de cet événement.

CHANGES

Le dollar repart à la baisse, de 0,15%, face à un panier de devises de référence après avoir touché la veille un sommet depuis le 10 avril.

L'euro se traite à 1,089 dollar, en hausse de 0,17%.

La livre sterling a reculé mardi face au dollar et l'euro avant de se redresser après la hausse surprise du taux de chômage britannique, désormais à 3,9%, sur les trois mois à mars.

PÉTROLE

Les cours pétroliers refluent après les données en provenance de Chine, mais le relèvement des prévisions de l'AIE de 200.000 barils par jour (bpj) à 102 millions de bpj concernant la demande mondiale de brut pour cette année limite l'ampleur des pertes.

Le Brent abandonne 0,32% à 74,99 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) 0,31% à 70,89 dollars.

EN JUIN ET JUILLET

La BCE devrait relever ses taux d'un quart de point

La Banque centrale européenne augmentera ses taux d'intérêt d'un quart de point à chacune de ses deux prochaines réunions, montre mardi une enquête de Reuters auprès d'économistes.

Plusieurs responsables de la BCE ont répété que la banque pourrait avoir besoin de relever ses taux plus longtemps que prévu, jusqu'à ce que l'inflation sous-jacente montre des signes significatifs de ralentissement. Selon les 62 économistes interrogés entre le 10 et 15 mai, l'institution devrait relever son taux de dépôt de 25 points de base supplémentaires le 15 juin, pour le porter à 3,50%.

Bien que 20 d'entre eux s'attendent à ce que la BCE arrête ensuite son cycle de resserrement, ils sont 42 à anticiper un taux de dépôt à 3,75% en juillet. Parmi eux, cinq économistes tablent sur un taux à 4% en septembre.

La médiane des réponses des économistes indique que les taux resteront inchangés à 3,75% au moins jusqu'en avril prochain. Une seule personne prévoit une baisse de taux de 25 points de base cette année.

"Le message de plusieurs intervenants de la BCE (...) a clairement été du côté 'hawkish' depuis la réunion (du 4 mai), et les anticipations d'inflation des consommateurs ont augmenté selon leur enquête", a noté Ruben Segura-Cayuela, économiste chez Bank of America.

"A moins que quelque chose ne se produise, nous ne pouvons que réitérer notre avis selon lequel, malgré les craquelures qui apparaissent dans les perspectives, deux hausses supplémentaires de 25 points de base sont un minimum."

FRANCE

La Bourse de Paris attendue en légère baisse

La Bourse de Paris devrait ouvrir en petite baisse mardi, les investisseurs demeurant prudents en amont d'indicateurs macroéconomiques et devant le risque de défaut de paiement de la part des États-Unis, qui peine à s'accorder sur le relèvement du plafond de sa dette. Le contrat à terme de l'indice vedette CAC 40 baissait de 0,19% une quarantaine de minutes avant le début de la séance. La veille, la côte parisienne avait terminé pratiquement à l'équilibre, à +0,05%. «Ces derniers jours, les marchés boursiers ont évolué dans une fourchette étroite, sans grande conviction dans un sens ou dans l'autre», a indiqué Michael Hewson, analyste de CMC Markets.

«Cette situation devrait se poursuivre au cours des prochains jours», «malgré les signes positifs que les négociations sur le plafond de la dette américaine progressent», a-t-il ajouté. Le gouvernement américain et les institutions financières alertent en effet depuis plusieurs semaines sur le risque de défaut de paiement que courent les États-Unis à compter du 1er juin, si aucun accord n'est trouvé au Congrès pour voter un relèvement du plafond de la dette. Les républi-

cains ne veulent pas pour l'instant le relever sans coupes massives dans le budget, ce que refuse le président démocrate Joe Biden. Ce dernier recevra à nouveau, à 15H00 locales à la Maison Blanche (19H00 GMT) les quatre chefs de file du parti démocrate et du parti républicain au Congrès. Cependant «les négociations seront probablement serrées» dans un contexte d'année électorale, si bien qu'«il y a peu de chances que la question du plafond de la dette américaine soit résolue aujourd'hui», estime de son côté Ipek Ozkardes-kaya, analyste de Swissquote Bank.

Outre ce gros dossier américain, «les investisseurs surveilleront les données relatives à la croissance» en zone euro au premier trimestre, publiée à 11H00, affirme-t-elle. La publication dans la matinée du rapport mensuel sur le chômage et l'emploi au Royaume-Uni ainsi que celle du baromètre mesurant le moral des investisseurs en Allemagne pourraient aussi faire bouger la Bourse de Paris.

Les valeurs à suivre

Casino : Thierry Blandinières, directeur général du groupe

InVivo, actionnaire principal de Teract, sur les rangs pour reprendre l'activité française de Casino, a affirmé mardi qu'«un conciliateur va être nommé le 22 mai», ce qui offrira «une meilleure visibilité» sur la dette du distributeur en difficulté.

Bouygues : Le géant français du BTP Bouygues affiche pour le 1er trimestre une perte nette stable à 134 millions d'euros, liée notamment à des éléments financiers, selon un communiqué mardi.

Edenred : La société française de services prépayés Edenred, maison mère de Ticket Restaurant, annonce mardi acquérir pour 1,15 milliard de livres (1,32 milliard d'euros), la plateforme Reward Gateway, spécialiste des «avantages» visant à fidéliser les salariés, présente au Royaume-Uni et en Australie.

Eurazeo : La société d'investissement a annoncé mardi une hausse de ses actifs gérés de 10,1% sur un an, à 34,8 milliards d'euros, et confirmé son objectif d'atteindre 60 milliards d'euros d'ici cinq ans.

INFARCTUS OU CRISE D'ANGOISSE ?

Une intelligence artificielle fait la différence en quelques minutes !

Malgré la présence de symptômes évocateurs, diagnostiquer un infarctus du myocarde reste difficile. Les hôpitaux peuvent se retrouver sous pression pour des affections qui y ressemblent, mais ne présentent pas d'urgence. Une IA permet d'y voir plus clair.

Essoufflement, sensation d'oppression thoracique, transpiration, le cœur qui s'emballent..., des symptômes qui peuvent évoquer aussi bien une crise cardiaque, qu'une simple crise d'angoisse, ou encore d'autres affections. Alors pour aider au diagnostic, les médecins mesurent le taux de troponine dans le sang. Cette protéine est libérée lorsque le muscle cardiaque est endommagé. Une méthode efficace, mais qui nécessite de réaliser une prise de sang au bon moment, c'est-à-dire dans les 24 heures. C'est pour cette raison qu'il est difficile de savoir si le patient nécessite vraiment une prise en charge en urgence avec des soins adaptés à un infarctus du myocarde.

Pour lever le doute et agir rapidement avec les mesures adéquates, des chercheurs britanniques se sont tournés vers des intelligences artificielles avec leurs capacités d'apprentissage automatique. L'outil s'appelle Collabora-

tion pour le diagnostic et l'évaluation du syndrome coronarien aigu (CoDE-ACS). Avec la magie des IA, il est possible d'affiner la probabilité d'une affection cardiaque de façon rapide et précise. En plus du taux de troponine, l'algorithme traite de nombreux autres critères, tels que le sexe, l'âge, les résultats d'un électrocardiogramme, ou encore, des affections, ou comorbidités, comme l'insuffisance rénale, ou des symptômes.

Désaturer les services d'urgence

L'IA s'est entraînée avec les données de 10 286 patients qui ont présenté des infarctus du myocarde dans six pays du monde. Par rapport aux méthodes actuelles, l'IA parvient à éliminer avec une précision de 99,6 % les fausses crises cardiaques. Cela permet de diviser par deux le nombre de personnes prises en charge pour suspicion d'infarctus. L'IA pourrait donc empêcher les hospitalisations inutiles chez les patients peu suscep-

tibles d'avoir eu une crise cardiaque ou ceux à faible risque de subir des lésions du muscle cardiaque. Le procédé permettrait de libérer les services d'urgence pour les rendre plus efficaces et traiter de façon plus efficace les véritables cas d'infarctus du myocarde. Le CoDE-ACS est actuellement testé en Écosse dans des services d'urgence habituellement saturés.

BEAUCOUP MOINS INVASIVE QUE NEURALINK

Cette interface Humain-machine est très prometteuse



La startup Synchron vient de commencer une nouvelle série d'essais de son implant cérébral Stentrode, cette fois aux États-Unis. Grâce à un nouveau financement à hauteur de 75 millions de dollars, la firme s'approche un peu plus de la commercialisation. Loin des feux médiatiques d'Elon Musk avec son implant cérébral Neuralink, d'autres entreprises planchent sur les interfaces cerveau-machine. La startup Synchron en fait partie, avec un concept très intéressant et qui nécessite une intervention beaucoup moins invasive. Son implant a déjà été testé sur un total de sept personnes aux États-Unis et en Australie, des patients paralysés qui peuvent désormais s'en servir pour utiliser un ordinateur et écrire du texte. Plutôt qu'un implant placé dans le cerveau pendant une opération, et donc qui nécessite l'intervention d'un neurochirurgien et comporte de nombreux risques, Stentrode prend la forme d'un stent. Il est inséré par la jugulaire pour atteindre une veine au niveau du cortex moteur dans le cerveau, une opération bien plus simple et moins risquée que pour le Neuralink, par exemple. Les électrodes sont directement reliées à un petit boîtier implanté au niveau du torse qui permet de collecter et transmettre les données.

Un financement de 75 millions de dollars

Synchron a récemment annoncé un financement à hauteur de 75 millions de dollars, avec des investisseurs comme Bill Gates et Jeff Bezos. Grâce aux premiers essais menés en Australie, les chercheurs ont pu publier un article dans la revue JAMA Neurology montrant que les performances et la qualité du signal sont restées stables pendant 12 mois pour les quatre patients l'ayant reçu.

SANTÉ

Le MIT a réussi à créer un jumeau fonctionnel du cœur d'un patient

Des chercheurs du MIT sont parvenus à créer le jumeau fonctionnel imprimé en 3D d'un cœur humain. Il devrait permettre aux patients nécessitant une transplantation d'augmenter les chances de réussite de celle-ci.

Voici une nouveauté qui pourrait bien sauver des vies. Celles de patients devant bénéficier d'une transplantation cardiaque. Cette intervention reste l'une des plus risquées malgré les progrès de la médecine, car chaque cœur est différent, surtout lorsqu'il est malade. Le risque c'est qu'il faut composer avec l'organisme du patient qui s'est adapté à la pathologie. En conséquence, la transplantation d'un nouveau cœur peut engendrer des complications qu'il est difficile d'évaluer précisément. Pour les éviter, une équipe de cinq chercheurs du MIT a trouvé un moyen d'imprimer en 3D des cœurs fonctionnels. Il ne s'agit pas de les transplanter pour s'en servir de cœurs artificiels, mais plutôt de produire un jumeau imprimé en 3D doté des mêmes caractéristiques que le cœur du patient. Le cœur peut ainsi être configuré pour reprendre les défauts de celui du malade. Avec ce procédé, les chercheurs imaginent que le temps d'attente et les risques de rejet pourraient être considérablement réduits. Les médecins pourraient en effet réaliser des tests préalables pour déterminer comment optimiser la transplantation et augmenter les chances de succès.

Le jumeau d'un cœur imprimé en 3D

Les scientifiques ont publié un article dans la revue Soft Robotics le mois dernier pour décrire la fabrication de ce cœur. Dans un premier temps, ils procèdent par tomographie (TDM) pour numériser des images du cœur du patient afin de le modéliser en 3D. Ensuite, ils exploitent le modèle informatique pour imprimer en 3D avec une résine de photopolymère souple le ventricule gauche du patient et l'aorte. Reste à ajouter des manchons robotiques souples qui connectent l'ensemble à une pompe. Le mouvement de pompage du cœur est restitué en reprenant celui du patient. Le débit sanguin, la pression, la taille, ainsi que la forme du cœur sont donc reproduits à l'identique. Ils peuvent même implanter des valves qui imitent celles utilisées pour élargir les artères d'un véritable cœur. Et cela fonctionne plutôt bien, car lorsqu'ils ont testé le cœur imprimé en 3D avec du sang artificiel, les chercheurs ont découvert que ces valves produisaient effectivement des résultats similaires à celles utilisées dans les cœurs humains.

PUBLICITE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ILLIZI
DAIRA IN AMENAS
COMMUNE IN AMENAS

Annnonce d'un appel d'offres ouvert avec l'exigence de capacités minimales n° 46/2023

Le Président de l'Assemblée Populaire Municipale de la commune d'In Amenas, Province d'Illizi, annonce l'appel d'offres ouvert, avec l'exigence de capacités minimales pour la réalisation des travaux :

Réalisation Mise en place du centre d'accompagnement pédagogique pour personnes à besoins spécifiques, in Amenas

Les entrepreneurs qualifiés peuvent se spécialiser dans : activité de construction, majeure ou secondaire, niveau quatre ou supérieur

Les personnes intéressées par cette annonce retirent le cahier des charges auprès : du bureau de négociation de la commune d'In Amenas, Province d'illizi, moyennant le versement d'une somme d'argent estimée à : deux mille dinars (2.000.00 Da) au nom du trésorier de la municipalité d'In Amenas, et ce sera par l'intermédiaire du propriétaire du registre ou d'une représentation documentée

L'offre doit être accompagnée des documents suivants :

L'enveloppe contenant le dossier de candidature comprend les éléments suivants :

La déclaration de candidature est jointe aux documents suivants

- Extrait de casier judiciaire

- Documents fiscaux et semi-financiers valides (certificat d'exonération fiscale avec toutes les objections présentées au niveau

du lieu de travail, certificat de régularisation de statut

(CNAS, CASNOS, CACOBAPH)

- Un extrait du registre du commerce

- Attestation de dépôt des comptes sociaux de l'entreprise

Numéro d'identification fiscale des entrepreneurs

Déclaration d'intégrité.

- La loi fondamentale de l'institution contractante

- Capacités financières, résultats financiers et références bancaires pour les années -2020-2021-2022-

Capacités techniques des moyens humains et des moyens matériels

- Documents relatifs aux autorisations permettant aux personnes d'engager l'établissement

- Les capacités des candidats ou contractants à fournir des attestations de réussite similaires

Pouvoir de souscription (rempli, daté et signé) Le pouvoir de signature est matérialisé par une procuration écrite jointe à l'offre.

- Chaque document permet l'évaluation de l'offre technique. Et tout autre document requis conformément aux dispositions de

l'article 78 du décret 15-247 du 16/09/2016 relatif à l'organisation des marchés publics et aux autorisations d'utilité publique.

- Note de justification (pour les moyens matériels et humains objet de l'évaluation)

- Le cahier d'instructions aux enchérisseurs, le cahier des charges signé et annoté aux endroits visés comporte en fin de page la

mention (lu et avant) écrite à la main.

L'enveloppe contenant l'offre financière comprend les éléments suivants :

Une lettre d'engagement remplie, signée, timbrée et datée par le soumissionnaire ou la personne habilitée à signer Cette

autorisation de signature est confirmée par une procuration écrite jointe à l'offre.

- Le tableau des prix unitaires rempli, signé et daté par le soumissionnaire ou la personne habilitée à signer.

- Le décompte quantitatif et estimatif rempli, signé et daté par le soumissionnaire ou le préposé habilité à signer.

Les offres seront placées dans des enveloppes séparées et bien fermées, et chacune d'elles indiquera le nom de l'institution et la

référence de l'appel d'offres et son objet, avec mention au recto de chaque enveloppe la mention : « Offre Technique » ou

« Offre Financière » Ou le dossier de candidature selon le cas : Ces enveloppes sont placées dans une enveloppe. Une autre est

bien fermée et porte une mention

Il ne sera ouvert que par le Comité d'Ouverture et d'Evaluation des Offres

Annnonce d'un appel d'offres ouvert avec l'exigence de capacités minimales n° :.../2023

Réalisation Mise en place du centre d'accompagnement pédagogique pour personnes à besoins spécifiques, in Amenas

A Monsieur le Président de l'Assemblée Populaire Communale de la commune d'In Amenas

(Ne s'ouvre pas)

Les offres sont déposées auprès de : Commune d'In Amenas le dixième jour (10) de la parution du premier avis de candidature

dans les journaux nationaux ou au bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP).

Le processus d'ouverture des offres techniques et financières a lieu en séance publique le même jour à 15h00 H 15h00 au siège

de la commune d'In Amenas, et dans le cas où il s'agit d'un jour férié ou d'un week-end jour, l'ouverture est reportée au premier

jour ouvré qui suit et à la même heure.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres + (03) trois

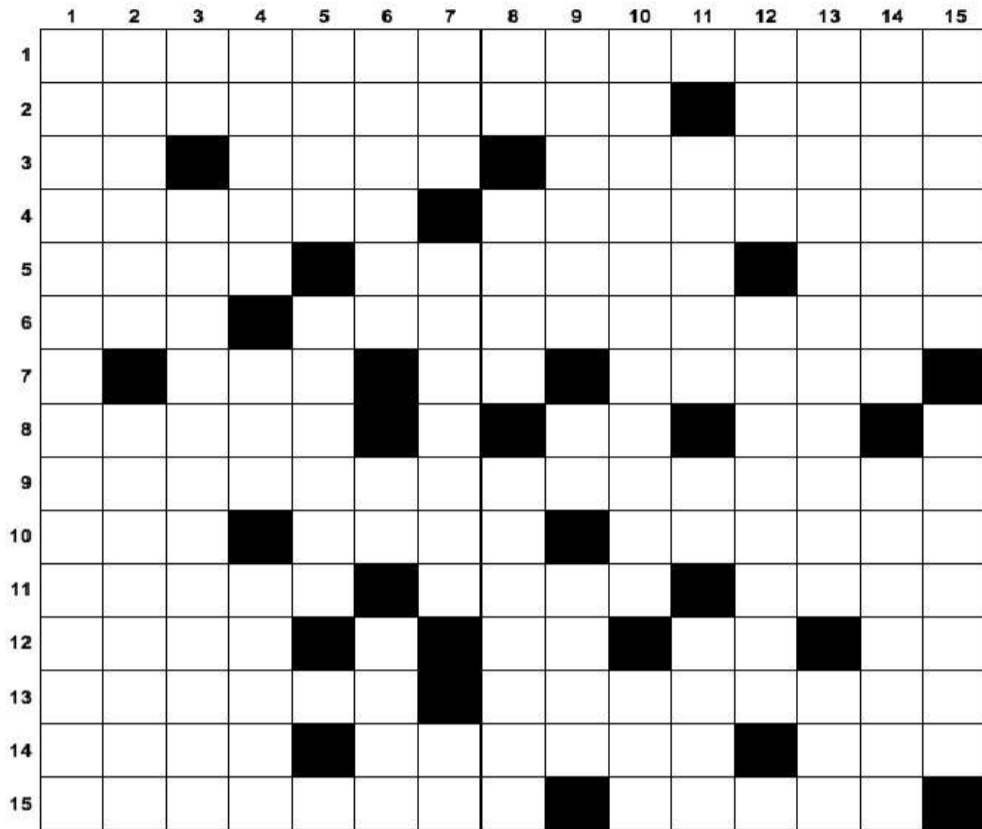
mois, à compter de la date de dépôt des offres.

2023 مای 02

IN AMENAS LE.....

Le président D' APC

Grille N°1



Horizontalement

1 Ne manquent pas d'inspirations.2 Soulage de tous les maux.- Agrippa.3 Article.- Vraiment pas grave.- Inséparable de Gavroche.4 Passée sous presse.- Exprime la joie.5 Souvent fléchés.- Agenouillait nos aïeules.- Composent un patchwork.6 Interjection.- Montrés avec mépris.7 Dans le blé.- Dans le ton.- Des signes d'avant Alzheimer.8 Mélanges d'épices.- Débutait une série.- Font valser dans le milieu.9 Modifient la tension d'un solvant.10 Souvent cultivé.- Perds.- Pas renfermé.11 Mauvais filtre.- Bordé par la Montagne Noire.- Coupa n'importe comment.12 Avéré.- Roulé.- Conjonction.- Aux bouts de l'ennui.13 Créé.- La grande ourse n'a pas de secret pour lui.14 Fait du mauvais cent.- Oiseau d'Australie.- Salé en bord de mer.15 A l'envers: victime de surmenage.- Comme un chien sur le toit.

Verticalement

1 Toujours fidèle au poste.2 Défenses d'animaux.- Volatile.3 Phon: presser.- Incarcérations.4 Cassettes.- Plus mauvais.- Plante purgative.5 Montre des limites.- Indolents.6 Cofondateur du marxisme.- Pronom.- Grande en 1789.7 On l'a parfois à la bouche.- Entraîne un intérêt.- En reste.8 Un vrai gouffre.- Un vrai gouffre.- Danse hongroise.9 Jeune rapace.- Personnel du bas.- Pas très habituel.10 Assure une bonne mise en scène.- De Grèce.11 Mis quelquefois en demeure.- En marge.- Parfois trop salés.12 Dans le Morbihan.- Circulent à Barcelona.13 Pour les us.- Se rebelle sur le chef.14 Conçues par l'esprit.- Sont vraiment humaines.15 Appréciés des carnivores.- Pouvaient même danser en claquettes.

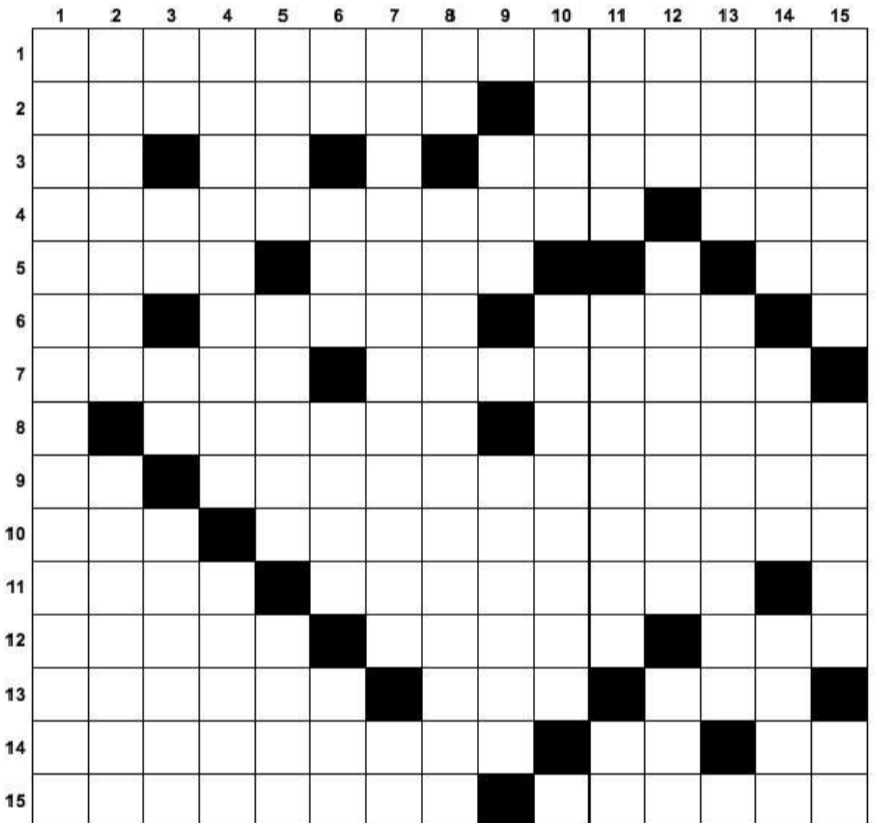
Grille n° 2

Horizontalement

1 Engendre un redressement.2 Impose de s'isoler.- Prise comme modèle.3 Interjection.- Note.- Mammifères palmés.4 Font des sacrifices.- Dans les vesces.5 Heureux.- Brode.- Pour que les paras chutent.6 Note.- D'Europe du nord, mais de l'est.- Céréales en vrac.7 Département du sud-est.- Boostée.8 Donner envie.- Egaie Le Monde.9 A en portée.- Encouragements.10 Dans les poteaux.- Incombe au trader.11 Beaucoup.- Relie les collègues.12 Cette Pauline fit un carton dans la chanson.- Dans ta famille.- Est du passé.13 Tournai.- Forme d'avoir.- Résine séchée.14 Donne des coups de fouet.- Conjonction.- Mis au point.15 Soignaient les patients en dépit du bon sens.- Frisés.

Verticalement

1 Utiles pour sortir de la crise.2 S'effiloquent donc.- Stockée.3 Dans la gamme.- La mère d'Averell.- Conjonction.- D'ordre privé.4 Ornaments de pignons.- Pièce à emboîter.5 Bien connu des chateaux sur mobile.- Peuvent être vraiment incisives.- Marque l'importance.6 Se met tout contre.- A des états.- Petit home.- A l'oreille: héros de SF.7 D'un air penaud.- Sépare le Nord du Pas-de-Calais.8 Fait en anglais.- A prendre en considération.9 Part donnée.- Déchiffrent.10 Ville de Suisse.- Suppléant.11 Tourneboulés.- Souverains musulmans.- Au courant.12 Inséra.- Nourrit.- Un peu d'aire.13 Auxiliaire d'Hamlet.- Doucereuses.14 Vert d'Irlande du sud.- Mal déchiffrée en partition.- Plutôt fin.15 Bris de verre.- Mousse.- Préposition.



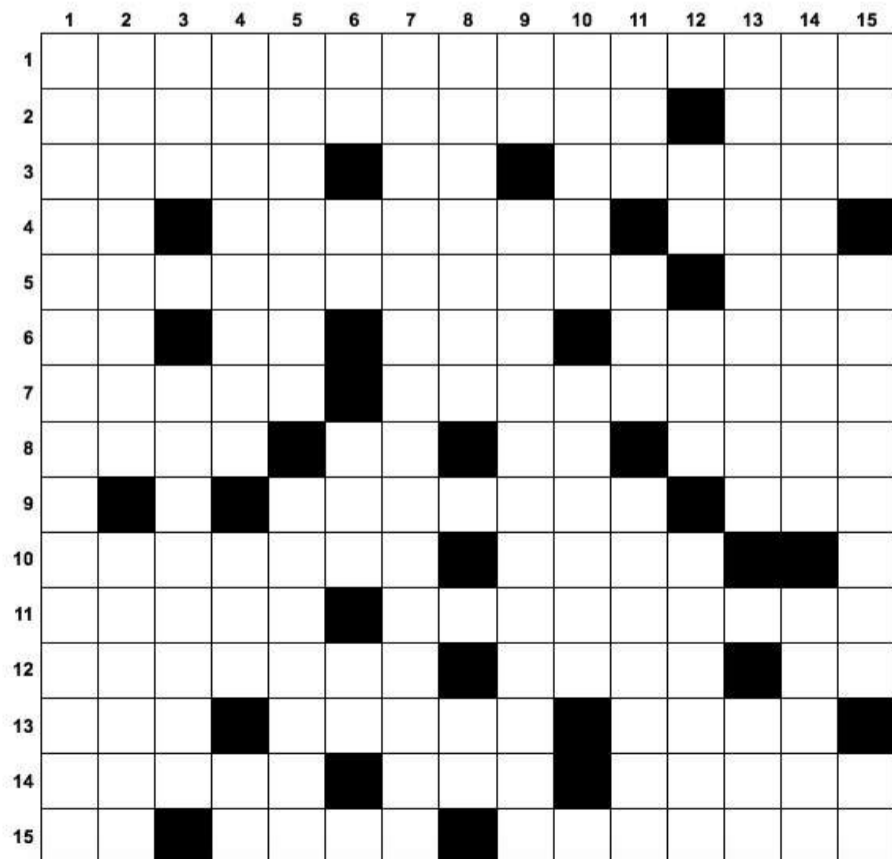
Grille n° 3

Horizontalement

1 Formés en colonnes.2 Imposer des contrôles.- Répété pour faire mouche.3 Changes les nuances.- Mises à sac.- Peut résulter du diabète.4 Dans l'oeil.- Oter la saveur d'un fruit.- Permet d'avoir la médaille... et son revers.5 Austral, aussi.- Fin d'infinif.6 En gamme.- Petit officier.- Attaché à l'envers.- En Serbie, mais de l'est.7 Apprécié à Cadix.- Dans la ligne de mire.8 Prisés par l'oenologue.- Bon ou mal, suivant les événements.- Proche des 600 mètres.- Laxatif.9 Fais suer.- Avec l'INSEE, proposent des statistiques.10 A pris des couleurs.- Résidu de pétrole.11 Prénom italien.- Familier du précédent, et féru d'harmonica.12 N'entre pas dans les rêves.- Dans l'Etat de Thuringe.- Romain.13 Ne fait pas d'accords.- Mômes.- Criblages.14 Est admis par derrière.- Envahit l'écran.- Ville d'Israël.15 Auréolé.- Célèbre archer.- Comme un cheval cambré.

Verticalement

1 Vidés à coups de pompes.2 Clabauder.- Montre les limites en montant.3 Poussé au mal.- Gros producteur de méthane.4 Spartiates.- Bleu ou Blanc d'Afrique.- En bout de ligne.5 Beaux parleurs.- Semer d'astres.6 Succède au licencié.- Plus rouge que rose.- Bête.- Personnel.7 Mettent en bonnes places.8 Portée naturellement.- Adverbe.9 Bornée.- Ses fils sont toujours là pour le soutenir.10 Harassé.- Fixé au mur.11 Divise la couronne.- Perd la tête en jouant à Madrid.- En Charente-Maritime.12 Laminé en barres.- Possessif.- Ile de Grèce.13 Vivent dans les rêves.- Rivière d'Alsace.14 Accélérons le tambour.- Du pif.15 Associé aux clubs.- Sont très recherchées quand elles sont publiques.- Personnel.



A L'OCCASION DE LA SORTIE DE « SPIDER MAN: ACROSS THE SPIDER VERSE

Hyundai et Sony Pictures s'associent pour la troisième fois

Cet été, Hyundai et Sony Pictures uniront une nouvelle fois leurs forces à l'occasion de la sortie de « Spider Man: Across the Spider Verse ». Ce film d'animation présentera une version volante du concept électrique Prophecy de Hyundai ainsi que sa vision de la mobilité de demain. En parallèle, une campagne marketing mondiale mettra en lumière les célèbres modèles 100 % électriques de la ligne IONIQ de Hyundai.

Cette collaboration s'inscrit dans le cadre du partenariat promotionnel mondial que Hyundai a conclu avec Sony Pictures en 2020 dans le but de présenter sa vision de la mobilité centrée sur l'humain au travers de produits et de technologies résolument innovants. Précédemment, les deux entreprises avaient collaboré sur les films « Spider Man: No Way Home » (2021), où figuraient IONIQ 5 et TUCSON, et « Uncharted » (2022), dans lequel étaient apparus le concept TUCSON Beast et d'autres modèles de série de la marque. « Spider Man: Across the Spider Verse » est la suite du film d'animation « Spider Man: Into the Spider Verse » (2018), lauréat d'un Oscar.

Dans ce nouvel opus, qui sor-



tira en salle au niveau mondial en juin prochain, le public découvrira le concept volant « Prophecy », une version modifiée du concept original ayant inspiré le design de IONIQ 6, le streamliner

électrifié de Hyundai récemment élu Voiture mondiale de l'année et lauréat d'un « Gold » iF Design Award. Le film présente également plusieurs concepts de mobilité future de Hyundai desti-

nés à revitaliser les villes, notamment des solutions de mobilité aérienne avancée (AAM), une nouvelle forme de mobilité exploitant l'espace aérien en vue de réduire les temps de trajet ; des véhicules à usage spécial (PBV), une solution de mobilité urbaine écoresponsable adaptée à divers styles de vie ; et un Hub, un espace dédié au transfert de mobilité et aux activités communautaires. Dans le film apparaît également un robotaxi autonome fictif dérivé de Hyundai Pony, premier véhicule de série de l'histoire de Hyundai. Tous évoluent dans l'environnement de « Nueva York », une ville du Spider Verse, en 2099.

LA GRANDE EXPOSITION DU CENTENAIRE DES 24 HEURES DU MANS

Une rétrospective incontournable pour découvrir cent ans d'histoire automobile

Cette exposition regroupera 86 voitures authentiques : 65 gagnantes et 21 voitures marquantes des 24 Heures du Mans. L'exposition plongera les visiteurs à travers cent ans d'histoire automobile. D'une décennie à une autre, le public découvrira aussi l'évolution du circuit, les records et les grands événements qui ont marqué les 24 Heures du Mans. La Grande Exposition du Centenaire des 24 Heures du Mans sera ouverte tous les jours du 1er juin au 2 juillet 2023 de 10h à 19h. En partenariat avec Peter Auto, les visiteurs pourront notamment parcourir l'exposition durant 2 événements mythiques : les 24 Heures du Mans et Le Mans Classic.

LA FUTURE MÉTHODE DE PRODUCTION TESLA DIVISE DÉJÀ révolution ou aberration ?

Tesla a dans l'idée de dynamiser les anciennes méthodes de production automobile pour ses prochaines générations de voitures électriques. Une annonce théorique, pour le moment, mais qui fait déjà débat auprès des experts. Même en reprenant un processus industriel d'assemblage assez classique, Tesla a déjà réussi à optimiser la production automobile sur les modèles existants. À chaque nouveau modèle, Elon Musk affine encore l'industrialisation pour plus d'efficacité, mais également pour de plus grandes économies. Elon Musk ne veut pas s'arrêter là : il a annoncé le 1er mars 2023 que la prochaine plateforme « next-gen » s'accompagnerait d'une petite révolution sur la manière de produire les autos de la marque. Selon une analyse parue sur Reuters le 15 mai, c'est autour de cette nouvelle méthode de production que les avis des experts n'aboutissent pas réellement à un consensus. Elle est considérée comme « révolutionnaire » pour certains, quand d'autres spécialistes voient déjà quelques limites et contraintes à surmonter.

Tesla veut ringardiser le modèle de production Toyota

Pour l'industrie automobile, le meilleur exemple de gestion de la production est détenu par Toyota. Ce fut la référence en la matière depuis plusieurs décennies, avec une méthode copiée par de multiples groupes automobiles. Finalement, peu de choses ont changé en 100 ans, depuis que cette façon d'industrialiser des voitures a été mise en lumière par Henri Ford. Tesla a donc déjà cherché à se différencier du géant japonais dans son approche. L'introduction progressive des pièces issues de méga-presses en est une des illustrations, mais c'est loin d'être la seule.

Avec la prochaine génération de modèles, Elon Musk veut complètement revoir la ma-

nière dont est organisée la production. Il souhaite introduire un assemblage modulaire, où plusieurs étapes seraient réalisées en parallèle avec un assemblage final, plutôt qu'une chaîne de montage classique. Cette méthode doit permettre à Tesla de gagner de la surface dans ses usines. Des Gigafactory plus petites induisent des sites de production moins coûteux à multiplier. En jouant sur l'assemblage et la taille des usines, Tesla estime pouvoir réduire de 40 % les coûts de fabrication, ce qui serait tout bonnement exceptionnel, si l'objectif est atteint. Le chercheur allemand Jan-Philipp Büchler fait partie des experts qui estiment que cette méthode est « révolutionnaire ». Il va plus loin en précisant auprès de Reuters : « Il s'agit bien plus que d'une production modulaire [...]. Il s'agit d'éliminer des étapes qui étaient standard, de créer de nouveaux modèles de travail, d'augmenter la vitesse et de réduire la complexité. »

Elon Musk est bien connu pour avoir réduit le nombre de pièces nécessaires pour assembler ses modèles. Toutes les étapes qui peuvent être supprimées le sont grâce à une simplification à l'extrême de sa gamme. C'est grâce à toutes ces économies de temps et de pièces que Tesla peut proposer des tarifs agressifs, tout en conservant une forte marge. Une méthode également appliquée chez SpaceX.

Une solution manquant d'agilité

Pour d'autres spécialistes de la méthode, dite de « Lean Management », la solution envisagée par Tesla pourrait poser des problèmes, si la synchronisation des différents grands éléments n'est pas parfaite. Malgré une annonce contraire de la part de Tesla, ce processus repose également sur de la production « juste-à-temps », où chaque grain de sable dans un engrenage peut rapidement bloquer la chaîne.

SEAT AU SALON DE L'AUTOMOBILE DE BARCELONE Seat au Salon de l'automobile de Barcelone

Le passé, le présent et, surtout le futur de SEAT S.A. se sont retrouvés cette année à l'occasion de l'Automobile Barcelona. L'entreprise a profité du salon pour passer en revue ses plus de 70 ans d'histoire et a célébré le 30ème anniversaire de son arrivée à Martorell. Elle a également présenté la CUPRA Tavascan pour la première fois au public, ainsi que son show car numérique, la CUPRA DarkRebel. SEAT a mis l'Espagne sur les roues avec la SEAT 600, posant les fondations pour que le pays devienne ce qu'il est aujourd'hui : le deuxième plus grand producteur de véhicules en Europe et le neuvième dans le monde. Il est temps maintenant de mettre l'Espagne sur des roues électriques », a commenté Wayne Griffiths, PDG de SEAT et de CUPRA. L'entreprise a profité du salon Automobile Barcelona pour annoncer des résultats historiques au cours du premier trimestre. Entre janvier et mars, SEAT S.A. a enregistré un bénéfice avant impôts record de 144 millions d'euros, en hausse de 139 millions d'euros par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Le chiffre d'affaires s'établit à 3,6 milliards d'euros, ce qui représente une augmentation de 48 % par rapport aux trois premiers mois de l'année 2022. Ces résultats historiques sont à mettre au crédit de la jeune marque CUPRA, qui fait désormais figure de locomotive de la

croissance des résultats financiers de l'entreprise.

CUPRA a vendu plus de 300 000 voitures depuis son lancement en 2018, dépassant ainsi toutes les prévisions. En 2022, la marque a réalisé un chiffre d'affaires de 4,4 milliards d'euros, soit 40 % du total de l'entreprise. CUPRA devient ainsi l'une des marques à la croissance la plus rapide en Espagne et en Europe. Les chiffres de cette année sont également positifs, avec 46 600 unités vendues au cours du premier trimestre 2023, soit 83 % de plus que sur la même période en 2022. Par ailleurs, le carnet de commandes de la marque SEAT est pour sa part bien rempli. Alors que la situation sur le marché des semi-conducteurs a commencé à se normaliser, les ventes ont augmenté de près de 20 % au cours du premier trimestre de cette année. Dans le même temps, le volume de production quotidien a retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie.

« Ces résultats reflètent le succès de notre stratégie d'électrification et de notre engagement en faveur de la mobilité électrique. Aujourd'hui, nous disposons avec SEAT et CUPRA du meilleur des deux mondes pour mener à bien la transformation exigée par l'industrie vers un avenir entièrement électrique », a déclaré M. Griffiths.

Des pluies orageuses sur plusieurs wilayas de l'Ouest et du Sud-Ouest mercredi

Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, accompagnées de chutes de grêle par endroits avec rafales de vent sous orages, affecteront plusieurs wilayas de l'Ouest et du Sud-Ouest du pays à partir de ce mercredi, annonce un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie (ONM). Les wilayas de Béchar, Naâma, El Bayadh, Laghouat, Djelfa, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Saida, Tiaret et Tissemsilt sont placées en vigilance "orange" de 12h00 à 23h00, précise le BMS.

Durant la période de validité de ce bulletin, les quantités de pluies sont estimées entre 20 mm et 40 mm, ajoute le bulletin.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Mercredi 17 Mai 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

PLAFOND DE LA DETTE

Les Etats-Unis déjà pénalisés par la crise politique

Le gouvernement américain fait face à une hausse de ses coûts d'emprunt, avertit Janet Yellen, évoquant ainsi des effets concrets liés à la crise politique du plafond de la dette. La secrétaire au Trésor exhorte le Congrès à sceller un accord. Sans ce dernier, les Etats-Unis seront en défaut de paiement le 1er juin, a-t-elle confirmé. Deuxième signal d'alarme formulé par la secrétaire au Trésor, aux Etats-Unis. Janet Yellen affirme que les Etats-Unis subissent déjà les conséquences négatives de la crise politique relative du plafond de la dette. Et pour cause, le gouvernement américain se retrouve déjà contraint d'emprunter plus cher que dans des conditions ordinaires. « Les investisseurs sont devenus plus réticents à détenir de la dette souveraine qui arrive à échéance en juin », souligne la ministre des Finances de Joe Biden, dans un discours qu'elle doit prononcer devant l'Association des banquiers locaux américains (ICBA), et dont le Trésor a publié des extraits à l'avance. Lundi, le taux d'intérêt des bons du Trésor à un mois est ainsi monté à 5,74%, au plus haut depuis au moins vingt ans. A titre de comparaison, il était de 3,29% à la mi-avril. Et chose rare, il est même sensiblement plus élevé que le taux directeur de la banque centrale américaine, situé dans une fourchette comprise entre 5,00% et 5,25%. Outre le renchérissement du coût de l'emprunt pour les Etats-Unis, « trop d'entreprises doivent passer du temps à se préparer à l'hypothèse d'un défaut » du pays sur sa dette, explique encore la secrétaire au Trésor avant de poursuivre : « Et trop de ménages doivent se préoccuper de savoir s'ils vont s'en sortir sans l'argent que leur a promis le gouvernement ».

SALAH GOUDJIL, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA NATION

« Nul ne peut dicter ses ordres à l'Algérie »

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a mis à profit la séance plénière consacrée projet de loi relatif à la prévention et au règlement des conflits collectifs du travail et à l'exercice du droit de grève, pour remettre les pendules à l'heure et asséner certaines vérités. En préambule, Salah Goudjil a souligné aux députés la nécessité de s'inspirer du référentiel de novembre pour traiter les événements et aborder les enjeux et défis à même de bâtir l'avenir. Le deuxième homme de l'Etat a, également, appelé à la nécessité d'une lecture approfondie de la Constitution, car elle « dessine clairement les grandes lignes de la nouvelle Algérie », et pose « les bases de l'édification d'un Etat de droits et de libertés, et consacre ainsi une véritable démocratie ». Plaidant pour la préservation de l'indépendance politique de l'Algérie et le renforcement de son indépendance économique, Salah Goudjil a mis en avant la politique du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et ses efforts inlassables pour jeter les bases d'une nouvelle Algérie qui « rejette toute forme de politique dictatoriale, de tutorat, et d'ingérence dans ses affaires intérieures ». Une nouvelle Algérie « fondée sur le principe du respect des peuples et le soutien aux peuples opprimés ainsi qu'à leurs luttes pour leur autodétermination conformément à la légitimité internationale, comme l'a pratiqué l'Algérie de-

puis des lustres, tout comme elle a affronté seule le terrorisme barbare pendant la décennie noire » a relevé Salah Goudjil.

Soulignant la position ferme et absolue de l'Algérie de soutenir le peuple palestinien dans sa lutte pour l'établissement de son Etat avec Qods comme capital, Salah Goudjil a exhorté la communauté internationale à prendre ses responsabilités en assumant « les conséquences de la catastrophe qu'elle a provoquée depuis 1948 » et aussi « de permettre au peuple sahraoui de déterminer son propre destin et de se libérer du joug du colonialisme ».

Abordant l'actualité, notamment la résolution « mensongère » du Parlement européen, Salah Goudjil n'est pas allé du dos de la cuillère pour affirmer que « l'Algérie est souveraine. Tout le monde a besoin d'elle et elle n'a besoin de personne. Sa voix est audible aux niveaux régional et international ». Dénonçant la « résolution de la honte », Salah Goudjil a affirmé qu'« aucun pays ne peut se targuer de donner des leçons l'Algérie » aussi bien en matière de liberté d'expression que de justice. « Aucun pays au monde ne peut dicter ses ordres à l'Algérie » a-t-il clamé. D'autant, a-t-il ajouté que « l'actuelle Constitution diffère des précédentes ». « Nous n'allons pas nous taire concernant le parlement européen parce que c'est une ingérence dans les affaires internes de l'Algérie », a mis en grade le président du Conseil de la nation.

Synthèse R N

POUR PRÉSENTER UN PLAN DE PAIX

Six chefs d'Etat se rendront en Russie et en Ukraine

La mission de paix comprend les dirigeants de l'Afrique du Sud, du Sénégal, de la Zambie, du Congo, de l'Ouganda et de l'Egypte qui tenteront de rapprocher les points de vue entre Moscou et Kiev. Une mission de paix menée par six dirigeants africains se rendra en Ukraine et en Russie pour tenter de trouver une solution pacifique au conflit opposant ces deux pays, a annoncé le président sud-africain, Cyril Ramaphosa

(photo), ce mardi 16 mai.

« Une délégation de six chefs d'Etat africains prévoit de se rendre dès que possible à Moscou et à Kiev pour présenter un plan de paix », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse tenue au Cap.

« Cette mission de paix contribuera aux diverses autres missions visant à trouver une solution pacifique au conflit dévastateur », a-t-il ajouté, indiquant que le président russe Vladimir Poutine

et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky ont « accepté de recevoir la mission et les chefs d'Etat africains ».

M. Ramaphosa, qui s'est entretenu par téléphone avec Vladimir Poutine et Volodymyr Zelenskiy respectivement les 12 et 13 mai, a d'autre part précisé que cette mission comprend les dirigeants de l'Afrique du Sud, du Sénégal, de la Zambie, du Congo, de l'Ouganda et de l'Egypte.

COMMANDANT SAMIR BOUCHEHIT

14 morts et 80 blessés dans des accidents de la route lors des intempéries

Plus de 42 accidents de la route ont eu lieu le week-end dernier, lors des intempéries, dans plusieurs wilayas du pays. Bilan des victimes : 14 morts et 80 blessés, révèle, ce mardi, le Commandant Samir Bouchehit, Directeur de la communication au Centre d'information et de coordination routière de la Gendarmerie nationale.

Selon le Commandant Bouchehit,

même si la pluviométrie a été forte, le facteur humain demeure en tête des causes des accidents de la circulation.

« Plusieurs accidents surviennent à cause d'un freinage brusque, ou de l'incapacité du chauffeur à maîtriser son véhicule dans des virages », regrette l'invité de la rédaction de la Chaîne 2 de la Radio algérienne. En plus d'évoquer les dangers de la route liés aux intempéries, une ex-

trême vigilance de la part des usagers de la route est également exigée dans les tunnels. « Les conducteurs doivent accorder une grande importance au code de la route, surtout dans les tunnels. Car, en cas d'accident, il est très difficile pour les éléments de la Protection civile de secourir les victimes », alerte le Commandant Bouchehit.

R N.